

Groupe CGI inc.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

Le 27 juillet 2010

MODE DE PRÉSENTATION

Le présent rapport de gestion est la responsabilité de la direction, et il a été examiné et approuvé par le conseil d'administration. Le présent rapport de gestion a été établi conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Il incombe au conseil d'administration d'examiner et d'approuver le rapport de gestion. Le conseil d'administration s'acquitte de ses devoirs principalement par l'intermédiaire de son comité de vérification et de gestion des risques, dont les membres nommés par le conseil d'administration sont tous indépendants et connaissent bien la finance.

Dans le présent document, nous utilisons les termes « CGI », « nous », « notre », « nos » ou « Société » pour désigner le Groupe CGI inc. Le présent rapport de gestion fournit des informations que la direction juge pertinentes aux fins de l'appréciation et de la compréhension des résultats d'exploitation consolidés et de la situation financière de la Société. Il doit être lu avec les états financiers consolidés de la Société et les notes complémentaires pour les périodes de trois et de neuf mois terminées les 30 juin 2010 et 2009, ainsi qu'avec le rapport annuel de l'exercice 2009. Les conventions comptables de CGI sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, prescrits par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), lesquels diffèrent à certains égards des principes comptables généralement reconnus des États-Unis (« PCGR des États-Unis »). On trouvera à la note 14 afférente aux états financiers consolidés un rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et ceux des États-Unis. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion vise les trois objectifs principaux suivants :

- Donner une explication narrative des états financiers consolidés du point de vue de la direction;
- Présenter le contexte dans lequel les états financiers consolidés doivent être analysés en étoffant les informations fournies au sujet de la dynamique et des tendances qui se dégagent des activités de la Société;
- Fournir des informations permettant aux lecteurs d'évaluer la probabilité que le rendement passé soit représentatif du rendement futur.

En vue d'atteindre ces objectifs, le rapport de gestion est divisé dans les principales rubriques suivantes :

Profil de l'entreprise – description de nos activités et de la façon dont nous générons des produits, ainsi que des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités. Nous y présentons aussi un résumé des faits nouveaux importants et certains points saillants de nature financière du trimestre considéré;

Résultats financiers – analyse des variations sur douze mois des résultats d'exploitation pour les périodes de trois et de neuf mois terminées les 30 juin 2010 et 2009, description des facteurs influant sur les produits et le bénéfice (sur une base consolidée et par secteur d'exploitation) et description des facteurs ayant une incidence sur les variations dans les principales catégories de charges. Cette section comprend aussi une analyse des nouveaux contrats, ventilés par région et par secteur cible;

Situation de trésorerie et sources de financement – analyse des variations des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement et description de la situation de trésorerie de la Société et des sources de financement à sa disposition;

Principales estimations comptables, modifications comptables futures et risques et incertitudes – explication des sections des états financiers qui nécessitent le recours aux principales estimations et hypothèses pour calculer les montants visés. En outre, nous présentons une mise à jour de l'état du projet de conversion aux Normes internationales

Groupe CGI inc.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

d'information financière (« IFRS »). Nous traitons également des risques auxquels sont exposées nos activités commerciales et des conséquences que ces risques pourraient entraîner s'ils se matérialisaient.

IMPORTANCE DES INFORMATIONS FOURNIES

Le présent rapport de gestion contient des informations que nous jugeons importantes pour les investisseurs. Nous considérons qu'un élément est important s'il provoque, ou s'il est raisonnablement susceptible de provoquer, une variation importante du cours ou de la valeur de nos actions, ou s'il est probable qu'un investisseur raisonnable jugerait l'information importante pour prendre une décision d'investissement.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Toutes les déclarations contenues dans le présent rapport de gestion qui ne concernent pas directement et exclusivement des faits historiques constituent des « déclarations prospectives » au sens de l'article 27A de la loi américaine *Securities Act of 1933* et de l'article 21E de la loi américaine *Securities Exchange Act of 1934*, dans leur version modifiée, et constituent de « l'information prospective » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières. Ces déclarations et cette information expriment les intentions, projets, attentes et opinions de CGI, sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Compte tenu de ces facteurs, les résultats réels pourraient différer considérablement des déclarations prospectives et de l'information prospective. Ces facteurs comprennent notamment, sans s'y limiter, l'échéancier et l'envergure des nouveaux contrats, les acquisitions et autres initiatives d'expansion de la Société; la capacité d'attirer et de fidéliser du personnel compétent; la concurrence au sein d'une industrie des TI en constante évolution; la conjoncture économique et commerciale; le risque de change et d'autres risques et hypothèses énoncés dans le rapport de gestion, dans le rapport annuel de CGI inclus dans le formulaire 40-F déposé auprès de la *Securities and Exchange Commission* des États-Unis (disponible sur EDGAR à l'adresse www.sec.gov), ainsi que dans la notice annuelle déposée auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (disponible sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com). L'emploi aux présentes des termes « penser », « estimer », « s'attendre à ce que », « avoir l'intention », « anticiper », « prévoir », « planifier », ainsi que de tout autre terme de nature semblable et de toute autre forme conjuguée de ces termes, ne sert qu'à des fins de déclarations prospectives ou d'information prospective et ces termes ne sont pertinents qu'en date de leur emploi, notamment en ce qui concerne les énoncés relatifs à la performance future. À moins que les lois qui s'appliquent ne l'exigent, CGI décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les déclarations prospectives ou l'information prospective consécutivement à l'obtention de nouveaux renseignements ou à l'arrivée d'événements nouveaux, ou pour tout autre motif. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une crédibilité excessive à ces déclarations prospectives ou à l'information prospective. Vous trouverez à la rubrique « Risques et incertitudes » de plus amples renseignements sur les risques pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon notable des résultats actuellement prévus.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Le lecteur est prié de noter que la Société présente ses résultats financiers selon les PCGR. Toutefois, dans le présent rapport de gestion, nous utilisons certaines mesures financières non conformes aux PCGR, à savoir :

1. le bénéfice tiré des activités poursuivies avant intérêts sur la dette à long terme, revenu d'intérêts, autres charges (revenus), gain sur la vente d'actifs et impôts sur les bénéfices (« BAI ajusté »);
2. la croissance en devises constantes;
3. le délai moyen de recouvrement des créances;
4. le rendement du capital investi;
5. le rendement des capitaux propres;
6. le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme.

Groupe CGI inc.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR fournissent des renseignements utiles aux investisseurs en ce qui a trait à la situation financière et aux résultats d'exploitation de la Société, étant donné qu'elles représentent des mesures additionnelles de son rendement. Ces mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Elles doivent être considérées comme des données supplémentaires ne remplaçant pas les renseignements financiers préparés selon les PCGR.

On trouvera un rapprochement du BAII ajusté et de sa mesure la plus proche selon les PCGR à la page 19, les définitions de la croissance en devises constantes, du délai moyen de recouvrement des créances, du rendement du capital investi, du rendement des capitaux propres et du ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme aux pages 9 et 10, tandis qu'une analyse du ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres, une analyse du rendement du capital investi, une analyse du rendement des capitaux propres et une analyse du délai moyen de recouvrement des créances figurent à la page 25.

RETRAITEMENT DES ÉTATS FINANCIERS DES PÉRIODES ANTÉRIEURES

Depuis le premier trimestre de l'exercice 2010, CGI a adopté rétrospectivement le chapitre 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle ». Le présent rapport de gestion tient compte de l'incidence de ces retraitements sur les états financiers consolidés des périodes de trois et de neuf mois terminées le 30 juin 2009. Veuillez vous reporter à la note 1 afférente à nos états financiers consolidés pour obtenir de plus amples informations.

Agent des transferts

Services aux investisseurs Computershare
(800) 564-6253

Relations avec les investisseurs

Lorne Gorber
Vice-président, Communications et relations avec les investisseurs
Téléphone : (514) 841-3355
lorne.gorber@cgi.com

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	5
À PROPOS DE CGI	5
VISION ET STRATÉGIE	6
CONTEXTE CONCURRENTIEL	6
VARIATIONS TRIMESTRIELLES	6
POINTS SAILLANTS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010	6
ACQUISITION DE STANLEY INC.	6
PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS	8
APERÇU DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010	9
PRINCIPALES MESURES DU RENDEMENT	9
PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	10
RÉSULTATS FINANCIERS	11
<i>Nouveaux contrats et ratio nouveaux contrats/facturation</i>	<i>11</i>
<i>Change</i>	<i>11</i>
<i>Répartition des produits</i>	<i>12</i>
<i>Variation des produits et produits selon les secteurs d'exploitation</i>	<i>13</i>
CHARGES D'EXPLOITATION	15
BAII AJUSTÉ SELON LES SECTEURS D'EXPLOITATION	17
BÉNÉFICE TIRÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	19
BÉNÉFICE NET	20
SITUATION DE TRÉSORERIE	21
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION POURSUIVIES	21
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT POURSUIVIES	22
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT POURSUIVIES	22
INCIDENCE DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	23
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	23
SOURCES DE FINANCEMENT	23
INSTRUMENTS FINANCIERS ET COUVERTURES	24
INDICATEURS DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE ET DES SOURCES DE FINANCEMENT	25
INSTRUMENTS DE FINANCEMENT HORS BILAN ET GARANTIES	25
CAPACITÉ DE LIVRER LES RÉSULTATS	26
OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS	27
RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS SUR LA COENTREPRISE	27
SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES	27
MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES	28
PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES	28
MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES	31
RISQUES ET INCERTITUDES	35
RISQUES DE MARCHÉ	36
RISQUES LIÉS À NOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉ	36
RISQUES LIÉS À NOTRE ENTREPRISE	37
INTÉGRITÉ DE LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS	41
POURSUITES JUDICIAIRES	42

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

PROFIL DE L'ENTREPRISE

À PROPOS DE CGI

Fondée en 1976 et établie à Montréal, au Canada, CGI est l'un des plus importants fournisseurs indépendants de services complets en technologies de l'information (« services en TI ») et en gestion des processus d'affaires dans le monde. À cette fin, CGI mise sur un modèle souple et économique de prestation de services. CGI et ses entreprises affiliées comptent quelque 26 000 professionnels œuvrant dans 16 pays. Le modèle de prestation de services de la Société lui permet de fournir ses services sur place, dans les bureaux de ses clients ou à distance, par l'entremise de l'un de ses centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Nous possédons aussi des solutions d'affaires avancées qui nous aident à tisser des liens durables avec nos clients. Nous subdivisons nos services en fonction des trois catégories ci-dessous :

- Services-conseils – CGI fournit une gamme complète de services de consultation en TI et en gestion, y compris dans les domaines de la transformation des affaires, de la planification stratégique des TI, de l'ingénierie des processus d'affaires et de l'architecture de systèmes.
- Intégration de systèmes – CGI intègre et adapte des technologies et des applications logicielles de pointe afin de créer des systèmes informatiques qui répondent aux besoins stratégiques de ses clients.
- Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (« impartition ») – Nos clients nous délèguent la responsabilité totale ou partielle de leurs fonctions informatiques et de leurs processus d'affaires afin de réaliser des économies substantielles et d'avoir accès aux technologies les plus appropriées tout en conservant la maîtrise de leurs stratégies en ces domaines. Dans le cadre de ce type d'entente, nous mettons en œuvre nos processus de qualité ainsi que nos pratiques visant à rehausser l'efficacité des entreprises clientes. En plus d'incorporer les activités de nos clients à notre réseau technologique, nous pouvons intégrer les professionnels spécialisés qui étaient jusque-là à leur emploi, permettant ainsi à nos clients de se concentrer encore davantage sur leurs principales activités. Les services fournis dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent englober un ou plusieurs des aspects suivants : le développement et l'intégration de nouveaux projets et de nouvelles applications; la maintenance et le soutien d'applications; la gestion de l'infrastructure technologique (informatique d'entreprise et d'utilisateurs, services réseau); le traitement des opérations, la gestion des processus d'affaires et d'autres services tels que la gestion de la paie et la gestion des documents. Les contrats d'impartition, dont la durée est généralement de cinq à dix ans, peuvent être renouvelables.

CGI offre ses services complets aux entreprises appartenant à des secteurs cibles que nous connaissons à fond. Cette approche nous permet de comprendre pleinement les défis concrets auxquels nos clients font face et de mettre à leur disposition les connaissances ainsi que les solutions qu'il leur faut pour réaliser leurs objectifs d'affaires. Nos secteurs cibles sont les gouvernements et les services de santé, les services financiers, les télécommunications et les services publics, le secteur de la distribution et du détail, et le secteur manufacturier.

Nous élargissons les horizons de nos clients et leur procurons des avantages supplémentaires grâce à plus d'une centaine de solutions d'affaires exclusives, parmi lesquelles on retrouve des progiciels de gestion intégrés ainsi que des solutions de crédit et de recouvrement, de gestion fiscale, de gestion des dépenses, de vérification des réclamations, de dépistage des fraudes et de gestion de l'énergie.

La qualité supérieure des services que nous fournissons à nos clients fait notre fierté. Voilà pourquoi nous avons établi et maintenu le programme de qualité de l'Organisation internationale de normalisation (« ISO »). Nous sommes persuadés que c'est en définissant des normes exigeantes de qualité du service et en contrôlant sans cesse la conformité de nos activités à ces normes que nous sommes le mieux en mesure de combler les besoins de nos clients. Notre programme ISO a une très vaste portée au sein de la Société : la totalité de nos produits émanent d'unités d'affaires possédant la certification ISO.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

Nous gérons nos activités en fonction des trois secteurs d'exploitation suivants, outre les activités du siège social : le Canada, les États-Unis et l'Inde (« États-Unis »), ainsi que l'Europe et l'Asie-Pacifique (« Europe »). Ces secteurs d'exploitation sont structurés en fonction du lieu de prestation de services; leurs résultats englobent les activités qu'ils exercent pour les clients de leurs régions respectives ainsi que les activités réalisées par nos centres d'excellence dans le cadre de notre modèle mondial de prestations de services.

VISION ET STRATÉGIE

Notre stratégie s'appuie sur des données fondamentales à long terme et n'a pas été modifiée depuis le 30 septembre 2009. Veuillez consulter notre rapport annuel 2009 ou visiter notre site Web, à l'adresse www.cgi.com, pour obtenir de plus amples informations.

CONTEXTE CONCURRENTIEL

Aucune modification importante n'a été apportée à la description présentée dans notre rapport annuel 2009.

VARIATIONS TRIMESTRIELLES

Veuillez consulter notre rapport annuel 2009 pour obtenir des précisions sur les facteurs à l'origine des variations trimestrielles.

POINTS SAILLANTS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010

Le présent trimestre est le deuxième trimestre d'affilée que CGI connaît une croissance en devises constantes. Comme c'est le cas des marchés économiques mondiaux, la croissance est lente mais s'améliore. Les clients reprennent peu à peu confiance dans le marché des services en TI et ont recommencé à y investir, le cas échéant. Les mesures de restructuration et de contrôle des coûts que nous avons mises en œuvre ont favorisé le maintien, voire l'augmentation, des marges au cours de la récession et aux premiers stades de la reprise économique. Voici les points saillants du trimestre :

- les nouveaux contrats totalisent 838 millions \$;
- un ratio nouveaux contrats/facturation de 113 % pour les douze derniers mois;
- la croissance en devises constantes atteint 0,7 %;
- la marge du BAII ajusté demeure élevée à 13,8 %;
- le bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies a monté de 20,0 %;
- le taux de rendement du capital investi a atteint un niveau sans précédent de 16,8 %;
- le solde de trésorerie et de placements à court terme est demeuré élevé à 406 millions \$;
- le délai moyen de recouvrement des créances s'est amélioré, passant de 41 jours un an plus tôt à 36 jours;
- la Société a racheté 7,1 millions d'actions classe A.

ACQUISITION DE STANLEY INC.

Le 7 mai 2010, CGI a annoncé la conclusion d'une convention de fusion définitive avec Stanley, Inc. (« Stanley »), fournisseur de services et de solutions en technologies de l'information auprès d'agences fédérales du gouvernement des États-Unis œuvrant dans les domaines de la défense, du renseignement et des activités civiles. CGI a initié l'offre publique d'achat en vue de l'acquisition de toutes les actions ordinaires en circulation de Stanley à un prix de 37,50 \$ US l'action (ce qui représente une valeur d'entreprise d'environ 1,07 milliard \$ US). La transaction sera financée à partir des liquidités immédiates de CGI et par ses facilités de crédit existantes. La clôture de l'offre, qui devrait avoir lieu au cours de l'automne 2010, est assujettie aux modalités et conditions usuelles, y compris au dépôt d'au moins la majorité des actions de Stanley et les approbations des autorités de réglementation.

Les activités de Stanley nous donneront l'envergure et les capacités nécessaires pour offrir nos services à des agences fédérales américaines œuvrant dans les domaines de la défense et du renseignement. Cette acquisition aura pour résultat que près de 50 % de nos produits totaux proviendront de nos activités aux États-Unis. Pour le trimestre considéré, nous avons dépensé 4,2 millions \$ en coûts d'acquisition.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

ACTIONS EN CIRCULATION ET OPTIONS SUR ACTIONS EN COURS (AU 21 JUILLET 2010)

245 531 590 actions subalternes classe A

33 608 159 actions classe B

26 901 375 options sur actions subalternes classe A

PERFORMANCE DU TITRE AU COURS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010

Les actions de CGI sont inscrites à la Bourse de Toronto (GIB.A) ainsi qu'à celle de New York (GIB). Elles figurent dans l'indice composé S&P/TSX, dans l'indice plafonné des technologies de l'information S&P/TSX, dans l'indice des titres à moyenne capitalisation S&P/TSX et dans l'indice Dow Jones Sustainability.

Bourse de Toronto	(\$ CA)	Bourse de New York	(\$ US)
Ouverture :	15,22	Ouverture :	15,01
Haut :	16,80	Haut :	16,40
Bas :	14,64	Bas :	13,50
Clôture :	15,84	Clôture :	14,93

Moyenne des transactions quotidiennes

au Canada : 1 372 177

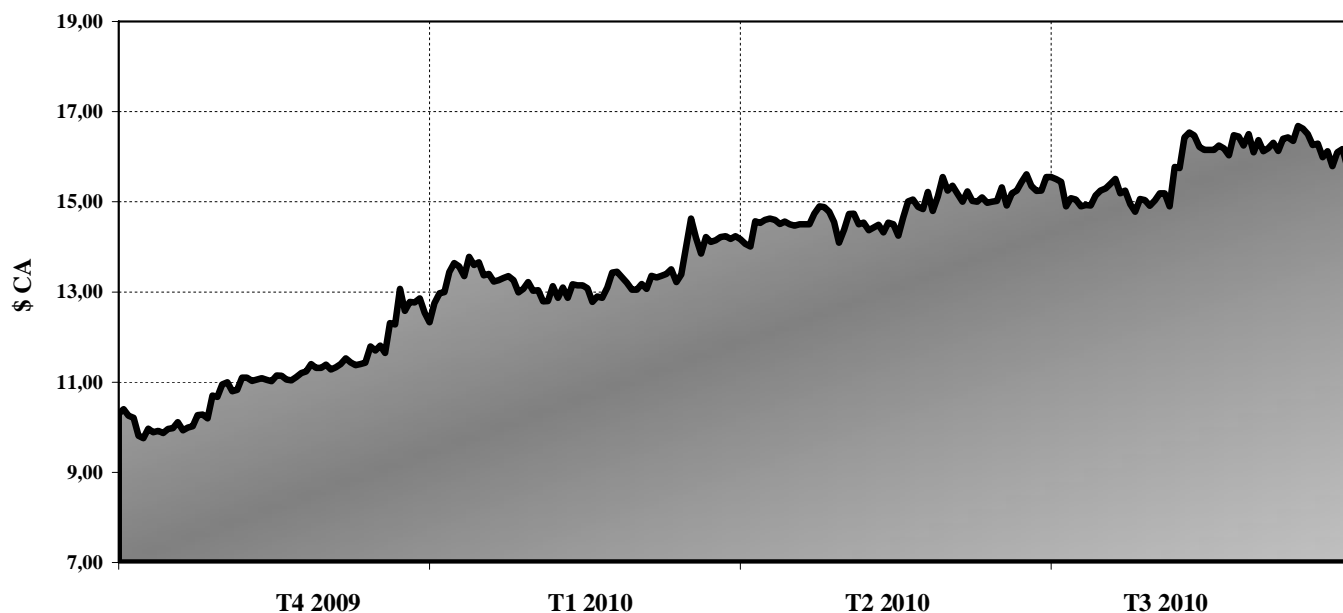
Moyenne des transactions quotidiennes

aux États-Unis : 222 084

Compte tenu de la moyenne des transactions quotidiennes à la Bourse de Toronto et dans les systèmes de négociation parallèles.

RENDEMENT DE L'ACTION

Cours de l'action de CGI (Bourse de Toronto) au cours des douze derniers mois



Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Le 27 janvier 2010, le conseil d'administration de la Société a autorisé, avec l'approbation de la Bourse de Toronto, le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et le rachat, au cours de l'exercice suivant, de jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A détenues dans le public. Cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités permet à CGI de racheter sur le marché libre jusqu'à 25 151 058 actions subalternes classe A aux fins d'annulation. Les actions subalternes classe A peuvent être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités à compter du 9 février 2010 jusqu'à la première des dates suivantes : le 8 février 2011, la date à laquelle la Société acquiert le nombre maximal d'actions classe A en vertu de l'offre publique de rachat ou la date à laquelle la Société choisit de mettre fin à l'offre publique de rachat.

Au cours du troisième trimestre de 2010, la Société a racheté 7 088 516 de ses actions subalternes classe A en contrepartie de 111,8 millions \$ à un prix moyen de 15,78 \$. Le nombre d'actions subalternes classe A en circulation comprend 458 500 actions qui ont été rachetées à la fin du trimestre, lesquelles étaient détenues par la Société, puis annulées après le 30 juin 2010. Depuis le début de l'exercice, qui a débuté le 1^{er} octobre 2009, la Société a racheté 27 483 385 de ses actions subalternes classe A en contrepartie de 393,3 millions \$ à un prix moyen, incluant les commissions, de 14,31 \$.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

APERÇU DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010

PRINCIPALES MESURES DU RENDEMENT

Nous utilisons un éventail de mesures financières, de ratios et de mesures non conformes aux PCGR pour évaluer notre rendement. Le tableau ci-dessous résume nos principales mesures du rendement. Les résultats obtenus et l'analyse des différents indicateurs sont présentés dans les sections suivantes.

Rentabilité	<ul style="list-style-type: none">• BAII ajusté – mesure du bénéfice avant les éléments non directement liés au coût des activités, comme les frais de financement et les impôts sur les bénéfices (voir la définition à la page 2). La direction estime qu'il s'agit du meilleur indicateur de la rentabilité de nos activités.• Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies attribuable aux actionnaires de CGI – mesure du bénéfice généré pour les actionnaires, présenté par action, qui suppose l'exercice de toutes les options dans le cours.
Situation de trésorerie	<ul style="list-style-type: none">• Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies – mesure des rentrées de fonds générées dans le cadre de la gestion de nos activités commerciales courantes. Nous croyons que nos flux de trésorerie d'exploitation robustes témoignent de la souplesse financière qui nous permet d'exécuter notre stratégie d'entreprise.• Délai moyen de recouvrement des créances – nombre moyen de jours pour convertir nos créances clients et nos travaux en cours en rentrées de fonds. La direction surveille cet indicateur de près pour assurer le recouvrement des sommes dues en temps opportun et le maintien d'un niveau suffisant de liquidités, et elle s'engage à ce que le délai moyen demeure inférieur à la cible de 45 jours.
Croissance	<ul style="list-style-type: none">• Croissance en devises constantes – mesure de la croissance des produits avant l'effet de la variation des taux de change. Nous estimons qu'il est utile d'ajuster les produits de manière à exclure l'incidence des fluctuations des devises afin de mieux comprendre les tendances du secteur.• Carnet de commandes – meilleure estimation par la direction des produits qui seront réalisés dans l'avenir, en fonction des modalités des contrats de clients respectifs en vigueur à une date donnée.• Ratio nouveaux contrats/facturation – mesure des nouveaux contrats obtenus en proportion avec nos produits de la période. Cet indicateur permet à la direction de surveiller les initiatives de développement des affaires de l'entreprise pour assurer la croissance de notre carnet de commandes et de nos activités au fil du temps. La direction demeure engagée à maintenir un ratio cible supérieur à 100 % sur une période de douze mois. La direction estime que cette période plus longue constitue une mesure plus efficace étant donné que l'envergure et l'échéancier des nouveaux contrats pourraient faire varier la mesure considérablement sur une période de trois mois seulement.
Structure du capital	<ul style="list-style-type: none">• Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme – mesure de notre levier financier, déduction faite de notre situation de trésorerie et des placements à court terme. La direction utilise cet indicateur, qui donne un aperçu de notre santé financière, pour surveiller la proportion de la dette par rapport aux capitaux utilisés pour financer nos activités.• Rendement des capitaux propres – mesure du taux de rendement de la participation de nos actionnaires. La direction fait appel au rendement des capitaux propres pour mesurer l'efficacité avec laquelle elle génère des bénéfices pour les actionnaires de la Société et dans quelle mesure la Société a du succès en utilisant les fonds investis pour faire croître le bénéfice.• Rendement du capital investi – mesure de l'efficacité avec laquelle la Société répartit les capitaux dont elle a le contrôle dans des placements rentables. La direction examine ce ratio pour déterminer dans quelle mesure elle utilise bien ses fonds pour dégager des rendements.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Aux dates indiquées et pour les périodes de trois mois terminées à ces dates	30 juin 2010	31 mars 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2009	30 juin 2009	31 mars 2009	31 déc. 2008	30 sept. 2008
Croissance								
Carnet de commandes ¹ (en millions de dollars)	11 358	11 420	11 410	10 893	11 772	12 019	11 400	11 645
Nouveaux contrats (en millions de dollars)	838	1 131	1 591	549	1 059	1 676	775	982
Ratio nouveaux contrats/facturation	93 %	124 %	174 %	59 %	111 %	177 %	78 %	106 %
Produits (en milliers de dollars)	901 614	910 441	913 006	926 051	950 419	948 319	1 000 372	929 198
Croissance par rapport à l'exercice précédent	(5,1) %	(4,0) %	(8,7) %	(0,3) %	0,0 %	1,9 %	11,7 %	2,8 %
Croissance en devises constantes ²	0,7 %	3,5 %	(3,7) %	(1,4) %	(4,5) %	(5,6) %	4,3 %	2,6 %
Rentabilité								
BAIL ajusté ³	124 474	123 963	119 436	126 128	113 135	107 250	114 228	105 255
Marge du BAIL ajusté	13,8 %	13,6 %	13,1 %	13,6 %	11,9 %	11,3 %	11,4 %	11,3 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies (en milliers de dollars)	85 880	81 591	111 219	82 640	76 678	76 590	79 989	75 492
Marge du bénéfice tiré des activités poursuivies	9,5 %	9,0 %	12,2 %	8,9 %	8,1 %	8,1 %	8,0 %	8,1 %
Bénéfice net (en milliers de dollars)	85 880	81 591	111 219	82 640	76 678	77 813	80 074	73 815
Marge bénéficiaire nette	9,5 %	9,0 %	12,2 %	8,9 %	8,1 %	8,2 %	8,0 %	7,9 %
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies (en dollars) ⁴	0,30	0,28	0,38	0,27	0,25	0,25	0,26	0,24
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies (en dollars) ⁴	0,30	0,28	0,37	0,27	0,25	0,25	0,26	0,24
Bénéfice de base par action (en dollars) ⁴	0,30	0,28	0,38	0,27	0,25	0,25	0,26	0,24
Bénéfice dilué par action (en dollars) ⁴	0,30	0,28	0,37	0,27	0,25	0,25	0,26	0,23
Situation de trésorerie								
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies (en milliers de dollars)	102 750	125 016	166 128	192 450	170 894	187 299	79 601	82 942
Délai moyen de recouvrement des créances ⁵	36	35	30	39	41	42	52	50
Structure du capital								
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme ⁶	0,2 %	s.o.	s.o.	s.o.	0,6 %	4,0 %	9,6 %	13,9 %
Rendement des capitaux propres ⁷	16,1 %	15,5 %	15,2 %	14,2 %	14,3 %	15,1 %	15,4 %	15,6 %
Rendement du capital investi ⁸	16,8 %	16,0 %	15,4 %	14,0 %	13,8 %	14,1 %	14,1 %	14,0 %
Bilan								
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	406 475	419 110	346 445	343 427	271 974	186 427	216 034	50 134
Total de l'actif	3 813 138	3 872 980	3 785 231	3 899 910	3 988 216	3 938 735	3 985 914	3 680 558
Passifs financiers à long terme ⁹	324 236	305 409	290 625	302 741	319 647	345 904	436 860	326 916

¹ Le carnet de commandes tient compte de l'obtention de nouveaux contrats et des prolongations et renouvellements de contrats (« nouveaux contrats »), contrebalancés en partie par les travaux achevés au cours du trimestre chez les clients ainsi que des modifications de volumes, des annulations et de l'incidence des taux de change sur nos contrats en vigueur. Le carnet de commandes repose sur des estimations de la direction qui peuvent être modifiées de temps à autre.

² La croissance en devises constantes est ajustée pour éliminer l'incidence de la variation des taux de change. Voir la page 13 pour plus de renseignements.

³ Le BAIL ajusté n'est pas une mesure définie par les PCGR. La page 19 présente un rapprochement de cet élément et de sa mesure la plus proche selon les PCGR.

⁴ Les montants relatifs au bénéfice par action sont attribuables aux actionnaires de CGI.

⁵ On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés de la somme des créances clients et des travaux en cours, puis en divisant le résultat de cette opération par les produits comptabilisés pour le dernier trimestre, divisés par 90 jours.

⁶ Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements à court terme (« dette nette »), par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme. La dette nette et la somme des capitaux propres et de la dette à long terme sont toutes deux présentées déduction faite de la juste valeur des contrats à terme. Du quatrième trimestre de 2009 au deuxième trimestre de 2010, le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme a été négatif (situation de trésorerie nette) et donc, présenté comme étant sans objet (s.o.).

⁷ Le taux de rendement des capitaux propres correspond au bénéfice tiré des activités poursuivies pour les douze derniers mois divisé par les capitaux propres moyens des quatre trimestres les plus récents.

⁸ Le taux de rendement du capital investi représente le BAIL ajusté après impôts, divisé par la moyenne du capital investi (soit la somme des capitaux propres et de la dette moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements à court terme, déduction faite de la juste valeur des contrats à terme) au cours des quatre trimestres les plus récents.

⁹ Les passifs financiers à long terme comprennent la tranche à long terme de la dette et des contrats de location-acquisition, les coûts d'intégration et de restructuration, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, la rémunération différée et les contrats à terme en situation de passif.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

RÉSULTATS FINANCIERS

Nouveaux contrats et ratio nouveaux contrats/facturation

Le ratio nouveaux contrats/facturation de la Société s'est établi à 93 % pour le trimestre. Puisque le ratio nouveaux contrats/facturation représente la valeur totale des nouveaux contrats par rapport à la valeur totale des produits de la période considérée, CGI analyse ce ratio clé sur une période consécutive de douze mois qui est à 113 %. Sur les nouveaux contrats d'une valeur de 838,2 millions \$ signés au cours du trimestre, 57 % provenaient de nouveaux clients, et 43 %, de prolongations et de renouvellements.

Les progrès ont été spécialement marqués dans les secteurs cibles des gouvernements et services de santé et des services financiers d'où ont émané respectivement environ 62 % et 21 % du total des nouveaux contrats signés. Sur le plan géographique, l'apport du Canada s'est élevé à 53 % alors que celui des États-Unis s'est établi à 38 %, et celui de l'Europe à 9 % des nouveaux contrats signés.

Nous présentons de l'information sur les nouveaux contrats signés, car nous estimons fournir ainsi des renseignements utiles sur la variation de notre volume de contrats au fil du temps. Néanmoins, compte tenu des délais de prise d'effet de nos contrats d'impartition et des périodes de transition précédant leur mise en œuvre, les produits associés à ces nouveaux contrats peuvent fluctuer d'une période à l'autre. Les valeurs initialement comptabilisées peuvent varier avec le temps en raison de leur caractère variable, y compris l'utilisation découlant de la demande, les modifications de la portée des travaux à exécuter découlant de changements des demandes des clients ainsi que les dispositions de résiliation au gré des clients. Par conséquent, l'information concernant nos nouveaux contrats ne doit pas faire l'objet d'une comparaison avec l'analyse de nos produits ni se substituer à une telle analyse. Il s'agit plutôt d'un indicateur clé de nos produits futurs utilisé par la direction de la Société pour évaluer la croissance.

Change

La Société exerce ses activités à l'échelle mondiale et est exposée à la variation des taux de change. Nous présentons tous les montants en dollars canadiens. Par conséquent, selon les PCGR, nous évaluons les actifs, les passifs et les opérations en devises en fonction des divers taux de change.

Pour les périodes qui suivent, nous avons utilisé les taux de change de clôture suivants pour évaluer nos actifs, nos passifs et le carnet de commandes en dollars canadiens :

	Aux 30 juin			Au 30 septembre	
	2010	2009	Variation 2010/2009	2009	Variation juin/sept.
Dollar américain	1,0606	1,1625	(8,8) %	1,0722	(1,1) %
Euro	1,3035	1,6297	(20,0) %	1,5686	(16,9) %
Roupie indienne	0,0228	0,0244	(6,6) %	0,0223	2,2 %
Livre sterling	1,5852	1,9122	(17,1) %	1,7158	(7,6) %

Rapport de gestion

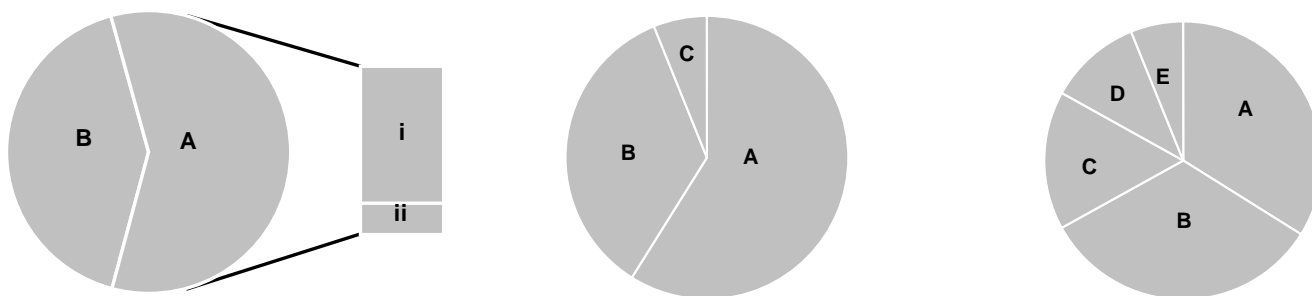
Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

Nous avons utilisé les taux de change suivants pour évaluer nos produits, nos charges et nos nouveaux contrats :

	Périodes de trois mois terminées les			Périodes de neuf mois terminées les		
	30 juin 2010	30 juin 2009	Variation	30 juin 2010	30 juin 2009	Variation
Dollar américain	1,0276	1,1672	(12,0) %	1,0412	1,2081	(13,8) %
Euro	1,3073	1,5890	(17,7) %	1,4343	1,6026	(10,5) %
Roupie indienne	0,0226	0,0239	(5,4) %	0,0226	0,0246	(8,1) %
Livre sterling	1,5330	1,8072	(15,2) %	1,6264	1,8313	(11,2) %

Répartition des produits

Les graphiques suivants fournissent des renseignements additionnels sur la répartition de nos produits du trimestre :



Types de contrats	Répartition géographique	Secteurs cibles
<p>A. Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition)</p> <p>i) Services en TI 51 %</p> <p>ii) Services en gestion des processus d'affaires 10 %</p> <p>B. Intégration de systèmes et services-conseils 39 %</p>	<p>A. Canada 60 %</p> <p>B. États-Unis 35 %</p> <p>C. Europe 5 %</p>	<p>A. Services financiers 35 %</p> <p>B. Gouvernements et services de santé 34 %</p> <p>C. Télécommunications et services publics 16 %</p> <p>D. Distribution et détail 10 %</p> <p>E. Manufacturier 5 %</p>

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

Variation des produits et produits selon les secteurs d'exploitation

Le tableau qui suit présente la croissance totale de nos produits et la croissance de nos produits selon les secteurs d'exploitation, entre les périodes de 2010 et de 2009, en isolant l'incidence de la variation des taux de change. Les produits par secteur d'exploitation pour l'exercice 2009 sont établis au moyen des taux de change réels pour cette période. La variation du taux de change est calculée compte tenu d'un taux de change des devises constantes entre les deux périodes.

	Périodes de trois mois terminées les			Périodes de neuf mois terminées les		
	30 juin 2010	30 juin 2009	Variation	30 juin 2010	30 juin 2009	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>						
Produits	901 614	950 419	(5,1) %	2 725 061	2 899 110	(6,0) %
Variation compte non tenu de la variation des taux de change	0,7 %	(4,5) %		0,1 %	(2,0) %	
Incidence de la variation des taux de change	(5,8) %	4,5 %		(6,1) %	6,4 %	
Variation par rapport à la période précédente	(5,1) %	0,0 %		(6,0) %	4,4 %	
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada compte non tenu de la variation des taux de change	540 996	538 587	0,4 %	1 618 444	1 652 296	(2,0) %
Incidence de la variation des taux de change	(2 357)			(7 576)		
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada	538 639	538 587	0,0 %	1 610 868	1 652 296	(2,5) %
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis compte non tenu de la variation des taux de change	355 191	341 583	4,0 %	1 099 842	1 026 919	7,1 %
Incidence de la variation des taux de change	(42 712)			(150 909)		
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis	312 479	341 583	(8,5) %	948 933	1 026 919	(7,6) %
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe compte non tenu de la variation des taux de change	60 691	70 249	(13,6) %	183 284	219 895	(16,6) %
Incidence de la variation des taux de change	(10 195)			(18 024)		
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe	50 496	70 249	(28,1) %	165 260	219 895	(24,8) %
Produits	901 614	950 419	(5,1) %	2 725 061	2 899 110	(6,0) %

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2010, l'économie nord-américaine affichant des signes de reprise modestes, la Société a enregistré une croissance des produits en devises constantes de 0,7 %. Bien que les produits provenant du Canada soient demeurés relativement stables, les produits aux États-Unis ont continué de croître et ont complètement neutralisé la baisse enregistrée dans le segment Europe. La crise de la dette en Europe a contribué à la dévaluation de l'euro qui s'est affaibli par rapport au dollar canadien, entraînant une baisse de la valeur convertie de nos produits en Europe d'environ 10 millions \$ pour le trimestre.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2010, les produits ont totalisé 901,6 millions \$, soit un recul de 48,8 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En devises constantes, les produits ont augmenté de 0,7 %

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

sur douze mois, et les variations des taux de change ont entraîné une diminution de 5,8 %, ou 55,3 millions \$, surtout en raison de la dépréciation du dollar américain et de l'euro. En devises constantes, des hausses ont été enregistrées au cours du trimestre dans les secteurs cibles des gouvernements et services de santé, des services financiers, et des télécommunications et services publics.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2010, les produits ont totalisé 2 725,1 millions \$, ce qui représente une diminution de 174,0 millions \$ ou 6,0 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les variations des taux de change ont nui aux produits de 6,1 % ou 176,5 millions \$, surtout en raison de la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien. En devises constantes, nos produits sont demeurés essentiellement inchangés. Cependant, des hausses ont été enregistrées au cours de la période de neuf mois dans les secteurs cibles des gouvernements et services de santé et des services financiers.

Canada

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010, les produits émanant de notre secteur d'exploitation Canada ont totalisé 538,6 millions \$, soit sensiblement la même chose qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. En devises constantes, les produits ont augmenté de 0,4 %. Grâce à l'amélioration de la conjoncture, conjuguée à un intérêt renouvelé pour nos services, de nombreux clients ont recommencé à investir dans leurs projets TI. La croissance dans nos secteurs cibles des services financiers et des télécommunications et services publics a aidé à compenser la baisse des produits dans d'autres de nos secteurs cibles.

Notre secteur d'exploitation Canada a dégagé des produits de 1 610,9 millions \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2010, ce qui correspond à un recul de 41,4 millions \$ ou 2,5 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul est principalement attribuable au non-renouvellement d'un contrat peu rentable pour lequel les produits au premier trimestre de l'exercice 2009 se sont élevés à 25,9 millions \$. Il s'explique également par le report de certains contrats de TI ou leur livraison par des centres à moindres coûts, qu'ils soient situés au pays ou à l'étranger. Le recul a été contrebalancé en partie par des contrats additionnels auprès de clients existants grâce à l'amélioration des conditions économiques à l'exercice 2010, notamment des clients des secteurs cibles des services financiers et des télécommunications et services publics.

États-Unis

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010, les produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis se sont chiffrés à 312,5 millions \$, soit une baisse de 29,1 millions \$ ou 8,5 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités ont progressé de 13,6 millions \$ ou 4,0 % en devises constantes. La hausse des produits est attribuable à de nouveaux contrats signés au cours des derniers trimestres, notamment dans les secteurs cibles des gouvernements et services de santé et des services financiers. La dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien a fait baisser nos produits de 42,7 millions \$.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2010, les produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis ont diminué de 78,0 millions \$ ou 7,6 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 948,9 millions \$. En devises constantes, nous avons gagné 72,9 millions \$ ou 7,1 %; comme pour le trimestre, l'augmentation est surtout attribuable à de nouveaux contrats d'impartition qui ont été signés dans les trimestres précédents, surtout dans les secteurs cibles des services financiers et des gouvernements et services de santé. L'incidence négative du taux de change a représenté une diminution de 150,9 millions \$.

Europe

Notre secteur d'exploitation Europe a dégagé des produits de 50,5 millions \$ pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010, ce qui correspond à un recul de 19,8 millions \$ ou 28,1 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En devises constantes, les produits ont diminué de 9,6 millions \$ ou 13,6 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La dévaluation des devises, notamment l'euro, est responsable d'un montant de 10,2 millions \$ de cette diminution. Compte tenu des difficultés économiques, bon nombre de nos clients européens

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

prennent des mesures pour conserver leur capital en reportant ou en annulant les projets discrétionnaires. Ces mesures ont entraîné une baisse des produits dans les secteurs cibles.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2010, les produits attribuables au secteur d'exploitation Europe ont diminué de 54,6 millions \$ ou 24,8 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 165,3 millions \$. Cette diminution de 36,6 millions \$ en devises constantes est attribuable aux facteurs susmentionnés pour le trimestre. Les taux de change défavorables représentaient une tranche de 18,0 millions \$ de la diminution.

CHARGES D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Périodes de trois mois terminées les				Périodes de neuf mois terminées les			
	30 juin 2010	% des produits	30 juin 2009	% des produits	30 juin 2010	% des produits	30 juin 2009	% des produits
Coûts des services et frais de vente et d'administration	731 936	81,2 %	791 890	83,3 %	2 221 651	81,5 %	2 424 853	83,6 %
Perte (gain) de change	872	0,1 %	(2 130)	(0,2) %	(290)	0,0 %	383	0,0 %
Amortissement								
Immobilisations	17 786	2,0 %	16 812	1,8 %	52 595	1,9 %	47 197	1,6 %
Coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	5 710	0,6 %	5 870	0,6 %	16 935	0,6 %	15 755	0,5 %
Autres actifs incorporels	20 836	2,3 %	24 842	2,6 %	66 297	2,4 %	76 309	2,6 %
Amortissement total	44 332	4,9 %	47 524	5,0 %	135 827	5,0 %	139 261	4,8 %

Coûts des services et frais de vente et d'administration

Par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2009, les coûts des services et les frais de vente et d'administration ont diminué de 60,0 millions \$. Cette diminution s'explique surtout par les variations favorables des taux de change de 46,8 millions \$, en partie absorbées par les variations défavorables des taux de change de 55,3 millions \$ mentionnées dans notre rubrique sur les produits. Exprimés en pourcentage des produits, nos coûts des services et les frais de vente et d'administration sont passés de 83,3 % à 81,2 %, en raison surtout de l'amélioration de la marge brute à la suite d'initiatives de restructuration et d'augmentation du rendement mises en œuvre précédemment, dont une charge de 6,3 millions \$ comptabilisée au troisième trimestre de l'exercice 2009 principalement à l'égard de notre secteur d'exploitation Canada. Est comprise dans nos coûts du trimestre écoulé une somme de 4,2 millions \$ en honoraires associés à l'acquisition imminente de Stanley. Les coûts de nos services sont établis principalement en fonction de la rémunération, laquelle fluctue en raison des ajustements salariaux, du calendrier de versement des avantages sociaux et de toute indemnité de départ octroyée pendant la période. Nous continuons de canaliser nos efforts sur la gestion proactive de nos coûts pour assurer leur concordance avec les produits.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2010, les coûts des services et les frais de vente et d'administration ont diminué de 203,2 millions \$. Cette diminution est principalement attribuable aux variations favorables des taux de change de 148,8 millions \$, neutralisées en partie par l'incidence négative de la variation des taux de change de 176,5 millions \$ sur les produits. Cette diminution s'explique également par l'adoption de nombreuses mesures de réduction des coûts entreprises au cours des deux derniers exercices. Au cours de la période correspondante de l'exercice 2009, la Société a versé des indemnités de départ totalisant environ 17,0 millions \$ pour le marché canadien. Ces mesures nous ont permis de réduire le ratio des coûts des services et frais de vente et d'administration par rapport aux produits, le faisant passer de 83,6 % à 81,5 %. Ces mesures témoignent de l'engagement continu de CGI à réduire les coûts pour faire face à la conjoncture économique.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

Perte (gain) de change

Ce poste comprend l'incidence réalisée et non réalisée de la variation des taux de change sur notre bénéfice. La Société, en plus de sa couverture naturelle, a mis en œuvre une stratégie visant à gérer son exposition, dans la mesure du possible, aux fluctuations des taux de change au moyen de l'utilisation efficace d'instruments financiers.

Amortissement

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010, la hausse de l'amortissement du matériel informatique a été presque entièrement absorbée par la diminution de l'amortissement des améliorations locatives, ce qui a entraîné une légère augmentation de la dotation aux amortissements totale des immobilisations par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les mesures de restructuration et de densification de l'espace de travail au cours du dernier exercice ont permis de réduire le besoin de la Société en locaux pour bureaux et en améliorations locatives; par conséquent, il y a eu peu d'acquisitions et les améliorations locatives dans les locaux inoccupés ont été radiées au cours de l'année dernière, entraînant une diminution de la dotation aux amortissements. En revanche, l'amortissement du matériel informatique a grimpé en raison des investissements effectués pour soutenir les nouveaux contrats et pour améliorer l'infrastructure de nos centres de traitement des données.

La hausse de la dotation aux amortissements des immobilisations pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2010 est principalement attribuable à l'achat de matériel informatique au cours du dernier exercice pour soutenir nos nouveaux contrats et pour améliorer l'infrastructure de nos centres de traitement des données.

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2010, l'amortissement des coûts liés à des contrats a légèrement diminué. Bien que bon nombre de nouveaux contrats signés au cours de trimestres précédents aient augmenté l'amortissement des coûts de transition, l'expiration d'autres contrats a entraîné une baisse de l'amortissement.

L'amortissement des coûts liés à des contrats depuis le début de l'exercice est légèrement supérieur à celui de l'exercice précédent, traduisant l'augmentation du nombre de nouveaux contrats au cours des trimestres précédents.

La dotation aux amortissements des autres actifs incorporels a fléchi par rapport aux périodes de trois et de neuf mois correspondantes terminées le 30 juin 2009. Ce fléchissement est surtout attribuable à la perte de valeur comptabilisée au dernier trimestre de l'exercice 2009 relativement à certaines solutions d'affaires financières de nos activités aux États-Unis. En conséquence, aucun amortissement n'a été constaté à l'égard de ces actifs dépréciés au cours des neuf derniers mois. En outre, au cours des derniers exercices, nous avons élargi l'utilisation de nos ressources outre-mer en vue de réduire le coût de nos investissements dans les solutions d'affaires. Cette mesure, combinée au fait que certaines relations clients sont complètement amorties, a aussi eu une incidence favorable sur la réduction de la dotation aux amortissements.

Pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 30 juin 2010, les variations des taux de change ont eu une incidence favorable sur l'amortissement total de respectivement 2,2 millions \$ et 7,7 millions \$.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

BAIL AJUSTÉ SELON LES SECTEURS D'EXPLOITATION

	Périodes de trois mois terminées les			Périodes de neuf mois terminées les		
	30 juin 2010	30 juin 2009	Variation	30 juin 2010	30 juin 2009	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>						
Canada	103 237	77 356	33,5 %	288 334	221 973	29,9 %
<i>En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Canada</i>	<i>19,2 %</i>	<i>14,4 %</i>		<i>17,9 %</i>	<i>13,4 %</i>	
États-Unis	43 357	42 951	0,9 %	129 470	135 140	(4,2) %
<i>En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis</i>	<i>13,9 %</i>	<i>12,6 %</i>		<i>13,6 %</i>	<i>13,2 %</i>	
Europe	(951)	5 930	(116,0) %	(939)	16 372	(105,7) %
<i>En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Europe</i>	<i>(1,9) %</i>	<i>8,4 %</i>		<i>(0,6) %</i>	<i>7,4 %</i>	
Siège social	(21 169)	(13 102)	61,6 %	(48 992)	(38 872)	26,0 %
<i>En pourcentage des produits</i>	<i>(2,3) %</i>	<i>(1,4) %</i>		<i>(1,8) %</i>	<i>(1,3) %</i>	
BAIL ajusté	124 474	113 135	10,0 %	367 873	334 613	9,9 %
<i>Marge du BAIL ajusté</i>	<i>13,8 %</i>	<i>11,9 %</i>		<i>13,5 %</i>	<i>11,5 %</i>	

Canada

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2010, le BAIL ajusté de notre secteur d'exploitation Canada s'est établi à 103,2 millions \$, soit une hausse de 25,9 millions \$ ou 33,5 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2009. Exprimée en pourcentage des produits, notre marge a augmenté, passant de 14,4 % à 19,2 %. Cette hausse par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent résulte en majeure partie des avantages attribuables à la restructuration de nos activités au Canada mise en œuvre à l'exercice précédent, ainsi que de notre attention constante afin d'améliorer les marges bénéficiaires. Ces deux facteurs ont eu une incidence positive sur notre marge brute et nos charges d'exploitation. En outre, les investissements effectués au cours des deux exercices précédents ont contribué à l'amélioration de la productivité de nos centres de données. Par ailleurs, les clients ont repris confiance et ont recommencé à investir dans les TI, comme il est indiqué à la section sur les produits, ce qui a entraîné une amélioration de notre utilisation par rapport à l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, le BAIL ajusté de notre secteur d'exploitation Canada s'est établi à 288,3 millions \$, soit une hausse de 66,4 millions \$ ou 29,9 %. Exprimée en pourcentage des produits, notre marge est passée de 13,4 % en 2009 à 17,9 % en 2010. Cette augmentation est attribuable aux facteurs susmentionnés, ainsi qu'à des indemnités de départ totalisant 8,2 millions \$ prises dans les neuf premiers mois de 2009. Les charges sont associées aux mesures prises par la Société pour maintenir une structure des coûts alignée sur les réalités économiques.

États-Unis

Le BAIL ajusté de notre secteur d'exploitation États-Unis a atteint 43,4 millions \$ pour le troisième trimestre de 2010, en hausse de 0,4 million \$ ou 0,9 % par rapport au troisième trimestre de 2009. En devises constantes, le BAIL ajusté a augmenté de 5,4 millions \$ ou 12,5 %. La dépréciation du dollar américain a fait baisser le BAIL ajusté de 5,0 millions \$. Exprimée en pourcentage des produits, notre marge a augmenté, passant de 12,6 % à 13,9 %. La croissance du BAIL ajusté est liée aux produits additionnels provenant des nouveaux contrats que nous avons conclus au cours des derniers trimestres, de même qu'à l'efficacité accrue de nos centres d'excellence situés en Inde. Nous continuons de gérer nos coûts afin de nous assurer qu'ils sont alignés sur les produits prévus.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

Pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2010, le BAII ajusté de notre secteur d'exploitation États-Unis a diminué de 5,7 millions \$ ou 4,2 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. En devises constantes, le BAII ajusté a progressé de 14,2 millions \$ ou 10,5 %; parallèlement au trimestre, la progression du BAII ajusté s'explique par la conclusion de nouveaux contrats avec des clients des secteurs des gouvernements et services de santé et des services financiers. L'incidence négative de la variation des taux de change a entraîné une baisse des produits de notre secteur États-Unis de 19,9 millions \$.

Europe

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010, le BAII ajusté de notre secteur d'exploitation Europe a subi une perte de 1,0 million \$, soit une baisse de 6,9 millions \$ ou 116,0 % par rapport à la même période en 2009. Exprimée en pourcentage des produits, notre marge a reculé, passant de 8,4 % à (1,9) %. Ce recul est principalement attribuable à la baisse des produits mentionnée auparavant, entraînant une capacité excédentaire dans toutes les régions du secteur. Des plans de restructuration continuent d'être mis en œuvre afin de gérer cette capacité excédentaire et de ramener notre marge dans ce secteur à des niveaux de rentabilité. Les résultats du trimestre écoulé comprennent des coûts de restructuration d'environ 1,0 million \$.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2010, le BAII ajusté a reculé de 17,3 millions \$ ou 105,7 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, donnant lieu à une perte de 0,9 million \$, attribuable aux raisons susmentionnées. De plus, des coûts de restructuration de près de 4,7 millions \$ ont été engagés jusqu'ici pour ce secteur.

Siège social

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2010, les charges du siège social ont représenté 2,3 % des produits, en hausse par rapport à 1,4 % au trimestre correspondant de l'exercice 2009. Sont incluses dans les charges du siège social, les incidences des pertes de change réalisées et non réalisées, qui ont totalisé 0,9 million \$ au cours du trimestre considéré ainsi que des honoraires de 4,2 millions \$ associés à l'acquisition imminente de Stanley. Compte non tenu de ces incidences pour 2010 et du gain de change de 2,1 millions \$ pour 2009, les charges du siège social auraient représenté respectivement 1,8 % et 1,6 % des produits.

Depuis le début de l'exercice, les charges du siège social sont passées de 1,3 % à 1,8 % des produits. Compte non tenu de l'incidence des éléments susmentionnés, le pourcentage des produits que représentent les charges du siège social serait passé de 1,3 % à 1,7 %. Cette progression est attribuable à une réduction des charges du fonds de roulement pour nos unités d'affaires liée à une gestion plus efficace de nos débiteurs.

Conformément à notre modèle d'entreprise décentralisé, fortement axé sur la responsabilisation, nous continuons à évaluer les services assurés par le siège social et, s'il y a lieu, nous procéderons à leur rationalisation ainsi qu'à leur intégration à nos secteurs d'exploitation.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

BÉNÉFICE TIRÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le tableau ci-dessous fournit, pour les périodes indiquées, un rapprochement de notre BAII ajusté et du bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices, qui est présenté conformément aux PCGR du Canada.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Périodes de trois mois terminées les				Périodes de neuf mois terminées les			
	30 juin 2010	% des produits	30 juin 2009	% des produits	30 juin 2010	% des produits	30 juin 2009	% des produits
BAII ajusté	124 474	13,8 %	113 135	11,9 %	367 873	13,5 %	334 613	11,5 %
Intérêts sur la dette à long terme	4 363	0,5 %	3 503	0,4 %	11 917	0,4 %	15 463	0,5 %
Revenu d'intérêts	(786)	(0,1) %	(236)	0,0 %	(1 770)	(0,1) %	(1 783)	(0,1) %
Autres charges (revenus)	1 135	0,1 %	(1 185)	(0,1) %	480	0,0 %	2 172	0,1 %
Gain sur la vente d'actifs	(396)	0,0 %	-	0,0 %	(396)	0,0 %	-	0,0 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	120 158	13,3 %	111 053	11,7 %	357 642	13,1 %	318 761	11,0 %

Intérêts sur la dette à long terme

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2010, la charge d'intérêts a augmenté d'environ 0,9 million \$ en raison surtout d'un nombre accru de contrats de location-acquisition. La diminution sur douze mois de la charge d'intérêts pour la période de neuf mois résulte essentiellement de l'effet combiné sur nos facilités de crédit de la variation favorable des taux d'intérêt et des remboursements de dette effectués au cours du dernier exercice, neutralisé par une augmentation de la charge d'intérêts liée à un nombre accru de contrats de location-acquisition.

Revenu d'intérêts

Le revenu d'intérêts comprend les intérêts et les autres revenus de placement (déduction faite de la charge d'intérêts) liés aux soldes de trésorerie, aux placements à court terme et aux évaluations fiscales.

Autres charges (revenus)

Les autres charges (revenus) comprennent la variation de la juste valeur de certains placements liés à un régime de rémunération différée que nous gérons à titre de fiduciaire pour certains de nos employés américains. Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010, il y a eu une variation défavorable de 2,3 millions \$ par rapport à la même période l'exercice précédent attribuable au régime de rémunération différée. Pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2010, il y a eu une variation favorable de 2,2 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent. Toute variation de valeur liée au régime de rémunération différée a été annulée entièrement par une baisse correspondante des coûts de rémunération inclus dans les coûts des services et les frais de vente et d'administration et n'a donc aucun effet sur notre rentabilité.

Impôts sur les bénéfices

Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin 2010 et 2009, la charge d'impôts sur les bénéfices s'est établie respectivement à 34,3 millions \$ et 34,4 millions \$. Notre taux d'imposition effectif pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin 2010 et 2009 s'est fixé respectivement à 28,5 % et 31,0 %. Ce recul est attribuable à un ajustement fiscal net de 3,6 millions \$, effectué par l'ajustement favorable de 4,9 millions \$ résultant des ententes finales et de l'expiration des délais de prescription, compensé par un montant de 1,3 million \$ lié aux coûts de transaction non déductibles engagés relativement à l'acquisition imminente de Stanley. Exclusion faite de ces deux incidences, notre taux d'imposition effectif aurait été de 31,5 %.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2010, la charge d'impôts sur les bénéfices a totalisé 78,9 millions \$, ce qui correspond à une diminution de 6,6 millions \$ par rapport à la charge d'impôts de 85,5 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent, et notre taux d'imposition effectif a également reculé, passant de 26,8 % à 22,1 %. La diminution de la charge d'impôts sur les bénéfices et du taux d'imposition effectif s'explique surtout par les ajustements fiscaux favorables nets de 34,1 millions \$ comptabilisés dans la période de neuf mois terminée le 30 juin

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

2010 comparativement à 15,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de ces ajustements fiscaux, notre taux d'imposition effectif aurait été de respectivement 31,6 % et 31,8 % pour la période de neuf mois des exercices 2010 et 2009.

Nous continuons de prévoir que notre taux d'imposition effectif, avant tout ajustement important, sera de l'ordre de 31 % à 33 % pour les périodes ultérieures.

BÉNÉFICE NET

Le tableau ci-dessous présente les renseignements sous-jacents au calcul du résultat par action :

	Périodes de trois mois terminées les			Périodes de neuf mois terminées les		
	30 juin 2010	30 juin 2009	Variation	30 juin 2010	30 juin 2009	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf indication contraire)</i>						
Bénéfice tiré des activités poursuivies	85 880	76 678	12,0 %	278 690	233 257	19,5 %
Marge	9,5 %	8,1 %		10,2 %	8,0 %	
Bénéfice tiré des activités abandonnées, déduction faite des impôts sur les bénéfices	-	-	s.o.	-	1 308	(100,0) %
Bénéfice net	85 880	76 678	12,0 %	278 690	234 565	18,8 %
Marge	9,5 %	8,1 %		10,2 %	8,1 %	
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B (de base)	281 996 673	307 647 413	(8,3) %	288 297 942	308 139 673	(6,4) %
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B (dilué)	290 226 120	311 500 173	(6,8) %	296 446 443	311 223 342	(4,7) %
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies <i>(en dollars)</i> ¹	0,30	0,25	20,0 %	0,97	0,76	27,6 %
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies <i>(en dollars)</i> ¹	0,30	0,25	20,0 %	0,94	0,75	25,3 %
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i> ¹	0,30	0,25	20,0 %	0,97	0,76	27,6 %
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i> ¹	0,30	0,25	20,0 %	0,94	0,75	25,3 %

¹ Les montants relatifs au bénéfice par action sont attribuables aux actionnaires de CGI.

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010, le bénéfice tiré des activités poursuivies a grimpé de 9,2 millions \$ ou 12,0 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable à l'amélioration du BAI ajusté pour le trimestre notamment dans le secteur d'exploitation Canada. Déduction faite des incidences de l'ajustement fiscal net positif de 3,6 millions \$ et des coûts reliés à l'acquisition de Stanley de 4,2 millions \$, notre bénéfice tiré des activités poursuivies aurait été de 86,5 millions \$, représentant une marge de 9,6 %. Notre bénéfice dilué par action serait demeuré inchangé à 0,30 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2010 comparativement à 0,25 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2010, le bénéfice tiré des activités poursuivies a augmenté de 45,4 millions \$ ou 19,5 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique surtout par l'amélioration du BAI ajusté et un montant de 19,5 millions \$ en ajustements fiscaux favorables additionnels par rapport aux niveaux de 2009, comme il est indiqué à la rubrique sur les impôts sur les bénéfices. Déduction faite des incidences de l'ajustement fiscal net dans les deux périodes et des coûts reliés à l'acquisition de Stanley de 4,2 millions \$, notre bénéfice tiré des activités poursuivies aurait été de 248,8 millions \$, ce qui représente une marge de 9,1 % comparativement à une marge de 7,5 % à la période correspondante de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, notre bénéfice dilué par action aurait été de 0,84 \$ comparativement à 0,70 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

Le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions de CGI pour le troisième trimestre de l'exercice 2010 a diminué par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent en raison du rachat d'actions sur le marché libre dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. L'émission d'actions subalternes classe A, dans le contexte de l'exercice d'options sur actions, a atténué l'effet de ces rachats. Au cours du trimestre considérée, 7,1 millions d'actions ont été rachetées et 931,1 mille options ont été exercées.

Participation ne donnant pas le contrôle

La participation ne donnant pas le contrôle inscrite dans notre état des résultats représente la participation dans Conseillers en informatique d'affaires (« CIA ») détenue par des actionnaires minoritaires, laquelle s'établit à 32,4 %, contre 34,2 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2009.

SITUATION DE TRÉSORERIE

CGI finance sa croissance en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, l'utilisation de ses facilités de crédit, l'émission d'actions à long terme et l'émission d'actions. L'un de nos principaux objectifs financiers est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant efficacement nos actifs, nos passifs et nos flux de trésorerie.

Au 30 juin 2010, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 394,6 millions \$. Le tableau qui suit présente un sommaire de la provenance et de l'affectation des flux de trésorerie pour les périodes de trois et de neuf mois terminées les 30 juin 2010 et 2009.

	Périodes de trois mois terminées les			Périodes de neuf mois terminées les		
	30 juin 2010	30 juin 2009	Variation	30 juin 2010	30 juin 2009	Variation
<i>(en milliers de dollars)</i>						
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	102 750	170 894	(68 144)	393 894	437 794	(43 900)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies	(20 546)	(36 207)	15 661	(93 328)	(90 147)	(3 181)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement poursuivies	(108 676)	(29 934)	(78 742)	(244 997)	(132 996)	(112 001)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie des activités poursuivies	12 798	(19 206)	32 004	(4 398)	7 028	(11 426)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie provenant des activités poursuivies	(13 674)	85 547	(99 221)	51 171	221 679	(170 508)

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION POURSUIVIES

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies se sont élevés à 102,8 millions \$ ou 11,4 % des produits pour le troisième trimestre de l'exercice 2010, tandis qu'ils se sont chiffrés à 170,9 millions \$ ou 18,0 % des produits pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre est principalement liée à un déboursé anticipé de la paie au 30 juin due au congé férié du 1^{er} juillet au Canada, qui sera contrepassée au prochain trimestre, ainsi que due aux paiements d'impôts supplémentaires relatifs à nos opérations américaines.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2010, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies ont diminué de 43,9 millions \$, pour se fixer à 393,9 millions \$, ce qui représente 14,5 % des produits, comparativement à 437,8 millions \$ ou 15,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est majoritairement attribuable aux mêmes facteurs que ceux relevés pour le trimestre.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT POURSUIVIES

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies ont totalisé 20,5 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2010, ce qui représente une baisse de 15,7 millions \$ par rapport aux flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies de 36,2 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Bien que le renouvellement des actifs est conforme à l'exercice précédent, la baisse est surtout imputable au fait que la société a choisi de financer certains actifs.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2010, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies ont augmenté, pour s'établir à 93,3 millions \$, comparativement à 90,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation résulte principalement de l'ajout de coûts liés à des contrats, de l'achat de licences d'utilisation de logiciels et de placements à court terme, contrebalancés en partie par la location de certains actifs.

Les placements à court terme, composés de dépôts à terme, ont des échéances initiales de plus de trois mois, mais d'au plus un an, à la date de leur acquisition. La Société a acquis des placements à court terme au cours des périodes de trois et de neuf mois terminées le 30 juin 2010 de respectivement 1,0 million \$ et 11,9 millions \$, alors qu'aucun investissement de même nature n'a été effectué au cours des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie affectés à l'acquisition d'immobilisations se sont chiffrés à 10,4 millions \$ pour le trimestre, ce qui représente une baisse de 6,4 millions \$ par rapport aux investissements de 16,7 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, 31,4 millions \$ ont été affectés à l'acquisition d'immobilisations, ce qui correspond à une diminution de 17,1 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces diminutions sont attribuables aux investissements plus élevés dans le matériel informatique en 2009 aux fins d'amélioration des infrastructures de nos centres de données.

Les investissements dans les actifs incorporels se sont élevés à 10,0 millions \$, soit 8,3 millions \$ de moins que les 18,3 millions \$ enregistrés au troisième trimestre de l'exercice 2009, en raison du financement de certains actifs.

Depuis le début de l'exercice, la Société a investi 51,0 millions \$ dans les actifs incorporels, ce qui représente une hausse de 5,7 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux ajouts de coûts capitalisés relativement à des contrats conclus avec de nouveaux clients et des clients existants, compensés en partie par une baisse des investissements dans des logiciels utilisés à l'interne.

FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT POURSUIVIES

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010, 108,7 millions \$ ont été affectés aux activités de financement poursuivies, ce qui représente une hausse de 78,7 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, la Société a remboursé 5,4 millions \$ sur la dette à long terme. Nous avons également utilisé un montant de 112,0 millions \$ pour racheter les actions de la Société dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et touché un produit de 8,7 millions \$ par suite de l'émission d'actions dans le cadre de l'exercice d'options sur actions.

Au cours du trimestre correspondant de l'exercice 2009, 29,9 millions \$ ont été affectés aux activités de financement poursuivies. La Société a affecté des fonds au remboursement de 3,5 millions \$ au titre de sa dette à long terme. Nous avons racheté 29,4 millions \$ d'actions de la Société dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, contrebalancé par un produit de 3,0 millions \$ tiré de l'exercice des options sur actions.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2010, 245,0 millions \$ ont été affectés aux activités de financement poursuivies, ce qui représente une hausse de 112,0 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La Société a prélevé un montant de 100,0 millions \$ US sur ses facilités de crédit afin de créer une couverture naturelle et a remboursé un montant de 14,7 millions \$ sur sa dette à long terme. Nous avons également utilisé un montant

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

de 387,1 millions \$ pour racheter des actions de CGI dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et touché un produit de 50,1 millions \$ par suite de l'émission d'actions dans le cadre de l'exercice d'options sur actions.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2009, 133,0 millions \$ ont été affectés aux activités de financement poursuivies. Au cours de cette période, la Société a prélevé un montant de 144,7 millions \$ sur ses facilités de crédit et a remboursé un montant de 270,2 millions \$ sur sa dette à long terme et ses facilités de crédit. Le règlement de nos couvertures de flux de trésorerie associées au remboursement de la première tranche de nos billets de premier rang non garantis en devise américaine a aussi eu une incidence favorable de 18,3 millions \$ sur les flux de trésorerie. Nous avons racheté 33,6 millions \$ d'actions de la Société dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, montant contrebalancé par un produit de 7,7 millions \$ tiré de l'exercice d'options sur actions.

INCIDENCE DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2010, nous avons enregistré une augmentation de 12,8 millions \$ de la trésorerie attribuable à l'incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Cette augmentation a été en grande partie annulée par une perte non réalisée de 8,2 millions \$ avant impôts sur la conversion de notre dette à long terme désignée comme couverture de nos investissements nets dans des établissements étrangers autonomes. Ni l'augmentation de 12,8 millions \$ ni la perte non réalisée de 8,2 millions \$ n'ont eu d'incidence sur le bénéfice net, car les deux montants ont été comptabilisés dans le résultat étendu.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Nous assumons des obligations contractuelles assorties de dates d'échéance variées. Ces obligations sont principalement liées à la location de bureaux, de matériel informatique et autre matériel utilisés pour exécuter les contrats d'impartition ainsi qu'aux ententes de service à long terme. Ces obligations n'ont enregistré aucune variation importante depuis la fin de notre exercice terminé le 30 septembre 2009, comme il est expliqué dans le rapport annuel 2009.

En outre, à la suite de la modification de l'entente avec les actionnaires de CIA effectuée au troisième trimestre de l'exercice 2007, CGI s'est engagée à acheter la tranche restante de 39,3 % des actions de CIA d'ici le 1^{er} octobre 2011. Au 30 juin 2010, 32,4 % des actions de CIA n'avaient toujours pas été acquises. Si CGI avait acheté la totalité des actions restantes de CIA en circulation au 30 juin 2010, la contrepartie versée aurait été d'environ 12,6 millions \$.

SOURCES DE FINANCEMENT

	Engagement total	Montants disponibles au 30 juin 2010	Montants prélevés au 30 juin 2010
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	394 598	—
Placements à court terme	—	11 877	—
Facilités de crédit renouvelables non garanties ¹	1 500 000	1 253 942	246 058 ²
Marges de crédit et autres facilités ¹	25 000	25 000	—
Total	1 525 000	1 685 417	246 058 ²

¹ À l'exclusion de toute facilité de crédit qui pourrait être détenue par des entités dont CGI n'est pas l'actionnaire majoritaire.

² Se compose de la tranche utilisée des facilités de crédit de 227,8 millions \$ et de lettres de crédit de 18,3 millions \$.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

Notre situation de trésorerie et nos lignes de crédit bancaires suffisent au financement de notre stratégie de croissance. Au 30 juin 2010, la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements à court terme se chiffraient à 406,5 millions \$, le solde disponible de nos facilités de crédit s'élevait à 1 253,9 millions \$, et la Société avait accès à un montant supplémentaire de 25,0 millions \$ en vertu d'une autre ligne de crédit remboursable à vue. Les ententes de crédit à long terme sont assorties de clauses restrictives qui exigent le maintien de certains ratios financiers. Au 30 juin 2010, CGI respectait les ratios financiers prescrits en vertu de ces clauses restrictives.

Les équivalents de trésorerie comprennent généralement des fonds du marché monétaire et des dépôts à terme, ainsi que des acceptations bancaires et des billets de dépôt au porteur émis par des grandes banques, lesquels ont tous une échéance initiale de moins de trois mois.

La dette à long terme totale a augmenté de 134,8 millions \$ au cours de la période, pour s'établir à 417,9 millions \$ au 30 juin 2010, contre 283,1 millions \$ au 30 septembre 2009. La variation découle surtout du prélèvement de 100 millions \$ US sur nos facilités de crédit aux fins des couvertures pour protéger nos soldes de trésorerie contre les fluctuations de devises par rapport au dollar canadien. L'incidence de la variation des taux de change sur le total de notre dette à long terme est en partie contrebalancée par l'effet de la variation des taux de change sur notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie et par les couvertures de flux de trésorerie liés aux billets de premier rang non garantis en devise américaine, réduisant l'incidence totale sur notre dette nette.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET COUVERTURES

La Société a recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments dérivés aux fins de négociation. Les gains ou pertes de change sur les investissements nets dans des filiales étrangères autonomes sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Tout gain ou toute perte réalisé(e) ou non réalisé(e) sur les instruments de couverture de la dette libellée en dollars américains est aussi comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat étendu.

La Société détient les instruments de couverture qui suivent :

Couvertures d'investissements nets dans des filiales étrangères autonomes

- Dette de 200,0 millions \$ US désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses filiales aux États-Unis;
- Dette de 12,0 millions € désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses filiales en Europe.

Couvertures des flux de trésorerie liés aux produits futurs

- Contrats de change à terme de 146,0 millions \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et le dollar canadien;
- Contrats de change à terme de 52,4 millions \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et la roupie indienne;
- Contrats de change à terme de 95,2 millions \$ pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar canadien et la roupie indienne.

Couverture des flux de trésorerie liés aux billets de premier rang non garantis en devise américaine

- Contrats de change à terme de 107,0 millions \$ US.

La partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et la partie inefficace, le cas échéant, dans l'état consolidé des résultats. La partie efficace de la variation

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

de la juste valeur des dérivés est sortie des autres éléments du résultat étendu pour être portée aux résultats à titre d'ajustement des produits au moment de la constatation des produits visés par l'opération de couverture. L'évaluation de l'efficacité est fondée sur les taux à terme et sur la méthode du dérivé hypothétique. Au cours des périodes de trois et de neuf mois terminées le 30 juin 2010, aucune inefficacité n'a été comptabilisée dans l'état consolidé des résultats.

La Société estime qu'une tranche d'environ 8,2 millions \$ des gains nets non réalisés cumulés sur l'ensemble des instruments financiers dérivés qui ont été désignés comme couvertures de flux de trésorerie au 30 juin 2010 sera reclassée en résultat net au cours des douze prochains mois.

INDICATEURS DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE ET DES SOURCES DE FINANCEMENT

Aux 30 juin	2010	2009
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme	0,2 %	0,6 %
Rendement des capitaux propres	16,1 %	14,3 %
Rendement du capital investi	16,8 %	13,8 %
Délai moyen de recouvrement des créances	36	41

Au 30 juin 2010, la Société avait une dette nette (y compris les placements à court terme) de 6,4 millions \$. La Société utilise le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme comme indicateur de son levier financier afin d'obtenir d'importants contrats d'impartition, d'agrandir les centres de livraison à l'échelle mondiale ou à des fins d'acquisitions. Notre capacité à générer des rentrées de fonds nous a permis de rembourser une tranche importante de notre dette. Nous sommes bien positionnés à l'égard des cibles d'acquisition identifiées au moyen de notre programme de quadrillage stratégique, sans compter la conclusion imminente de l'acquisition de Stanley.

Le rendement des capitaux propres est une mesure du rendement que nous produisons pour nos actionnaires. À la fin du troisième trimestre de l'exercice 2010, celui-ci s'établissait à 16,1 %, comparativement à 14,3 % à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par une marge bénéficiaire nette plus solide et le rachat des actions aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Le taux de rendement du capital investi est passé de 13,8 % à l'exercice 2009 à 16,8 % à l'exercice 2010 en raison surtout d'une rentabilité accrue. Nos efforts au cours des 12 à 18 derniers mois pour rationaliser notre structure de coûts et améliorer notre productivité ont entraîné une augmentation considérable du bénéfice net, donnant lieu à une progression de cette mesure.

Le délai moyen de recouvrement des créances a diminué, pour s'établir à 36 jours. Au cours des six derniers trimestres d'affilée, nous avons atteint et dépassé notre objectif de 45 jours. Notre suivi continu des débiteurs et nos efforts visant à assurer que le travail effectué est facturé en temps voulu ont considérablement amélioré les délais moyens de recouvrement des créances. On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés de la somme des créances clients et des travaux en cours; c'est pourquoi les avances reçues de clients en contrepartie de travaux à exécuter peuvent avoir une incidence sur ce délai.

INSTRUMENTS DE FINANCEMENT HORS BILAN ET GARANTIES

Nous n'utilisons pas d'instruments de financement hors bilan sauf dans le cas des contrats de location-exploitation visant les bureaux, le matériel informatique et les véhicules. Conformément aux PCGR, ni les passifs liés à ces contrats ni les actifs sous-jacents ne sont constatés au bilan, car les modalités des baux ne satisfont pas aux critères permettant la capitalisation. De temps à autre, nous concluons des ententes en vertu desquelles nous fournissons à des tiers des garanties de performance opérationnelle ou financière dans le cadre de la vente d'actifs, de cessions d'entreprises, de garanties et de contrats conclus avec le gouvernement américain.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

Dans le cadre de la vente d'actifs et de la cession d'entreprises, la Société pourrait devoir dédommager des contreparties par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que plusieurs des ententes précisent une limite de responsabilité globale d'environ 20,8 millions \$, d'autres ne stipulent aucun plafond ni durée limitée. Il est impossible de faire une évaluation raisonnable du montant maximal qui pourrait être versé en vertu de telles garanties. Le versement de ces montants dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. La Société estime que l'obligation qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties n'aurait pas un effet important.

La Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats sont soumis à des exigences juridiques et réglementaires étendues, et, de temps à autre, des agences du gouvernement américain enquêtent afin de s'assurer que la Société gère ses activités conformément à ces exigences. Généralement, le gouvernement peut modifier la portée de ces contrats ou y mettre fin à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un grand projet avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société.

Dans le cours normal de nos activités, nous pouvons fournir à certains clients, principalement à des entités gouvernementales, des cautionnements de soumission et des garanties de bonne exécution. En règle générale, nous ne serions responsables des cautionnements de soumission que si nous refusions d'effectuer le travail une fois l'offre de soumission attribuée. Nous serions également responsables pour des garanties de bonne exécution en cas de défaut de l'exécution de nos engagements. Au 30 juin 2010, nous avons engagé un montant total de 113,1 millions \$ dans ces types de cautionnement. À notre connaissance, nous nous conformons à toutes ces garanties, et ce, pour tous les contrats de service pour lesquels il existe de telles garanties, et l'obligation totale, le cas échéant, qui pourrait être assumée en relation avec ces garanties n'aurait pas un effet important sur nos résultats ni sur notre situation financière consolidés.

Par ailleurs, nous avons fourni une garantie de 5,9 millions \$ sur la valeur résiduelle de matériel loué, comptabilisée en tant que contrat de location-exploitation, à l'échéance du contrat.

CAPACITÉ DE LIVRER LES RÉSULTATS

Une situation de trésorerie et des sources de financement suffisantes sont nécessaires pour appuyer les activités continues visant l'exécution de notre stratégie de croissance équilibrée. La Société dispose de sources de financement adéquates grâce à ses flux de trésorerie d'exploitation, à ses facilités de crédit, à ses ententes de crédit à long terme et aux capitaux investis par ses actionnaires. Ces fonds ont été principalement affectés à des acquisitions génératrices de valeur, donnant lieu à la signature de nouveaux contrats importants d'impartition et de services délégués à long terme, ainsi qu'à des investissements dans nos solutions d'affaires. Les fonds ont également servi à élargir notre réseau mondial de prestation de services, un nombre croissant de nos clients exigeant des solutions de rechange moins coûteuses. Sur le plan du financement, nous sommes bien placés pour poursuivre l'exécution de notre stratégie de croissance qui s'appuie sur quatre piliers au cours de l'exercice 2010.

La participation de leaders forts et expérimentés est essentielle pour mener à bien notre stratégie. CGI est dotée d'une équipe de direction solide, formée de membres très compétents qui ont acquis une vaste expérience dans le secteur des TI grâce à des cheminements de carrière et à des rôles de leadership variés. CGI favorise le développement du leadership pour s'assurer que l'ensemble de l'organisation bénéficie d'un apport continu de savoir et de force. Dans le cadre de la planification de la relève aux postes clés, nous avons créé l'Institut de leadership, notre propre université d'entreprise, afin de développer le leadership, les compétences techniques et les aptitudes de gestion, inspiré par les origines et les traditions de CGI.

Comme les ressources humaines sont le pilier de notre entreprise, nos employés et leur savoir sont essentiels pour offrir un service de qualité à nos clients. Pour nos effectifs de 26 000 professionnels, notre programme de ressources humaines offre une rémunération et des avantages sociaux concurrentiels, un environnement de travail favorable, des programmes de formation et de perfectionnement professionnel, afin d'attirer et de retenir les personnes les plus talentueuses. CGI s'informe régulièrement de la satisfaction des employés par l'intermédiaire d'un sondage à l'échelle de la Société, et des

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

mesures sont prises pour remédier aux problèmes immédiatement. Quelque 88 % de nos employés, que nous appelons aussi des membres, sont également propriétaires de CGI par le truchement de notre régime d'achat d'actions qui harmonise les objectifs des membres avec les buts stratégiques de CGI. De plus, tous les membres prennent part au succès de la Société grâce au régime de participation aux profits.

Outre nos sources de financement et le talent de nos ressources humaines, CGI a établi des assises de gestion qui comprennent la régie d'entreprise, des cadres de gestion perfectionnés et un modèle organisationnel pour ses processus d'unité d'affaires et ses processus d'entreprise. Ces assises, de même que les systèmes internes appropriés, contribuent à nous permettre de fournir un service de grande qualité en tout temps à nos clients. Les bureaux de CGI maintiennent des certifications appropriées au regard des normes de service de programmes de qualité, notamment l'ISO et le *Capability Maturity Model Integration*.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal de ses activités, CGI est partie à des contrats conclus avec Innovaposte Inc. (« Innovaposte »), une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce un contrôle conjoint sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %. Le tableau qui suit présente la valeur des opérations entre la Société et Innovaposte et les soldes qui en découlent, constatés aux prix du marché.

(en milliers de dollars)	Aux et pour les périodes de trois mois terminées à ces dates		Aux et pour les périodes de neuf mois terminées à ces dates	
	30 juin	30 juin	30 juin	30 juin
	2010	2009	2010	2009
Produits	15 442	26 899	62 537	87 345
Débiteurs	996	12 114	996	12 114
Travaux en cours	971	3 155	971	3 155
Coûts liés à des contrats	6 834	9 335	6 834	9 335
Produits reportés	1 172	1 977	1 172	1 977

RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS SUR LA COENTREPRISE

La quote-part revenant à la Société des activités de sa participation en coentreprise comprise dans les états financiers consolidés se présente comme suit :

(en milliers de dollars)	Aux et pour les périodes de trois mois terminées à ces dates		Aux et pour les périodes de neuf mois terminées à ces dates	
	30 juin	30 juin	30 juin	30 juin
	2010	2009	2010	2009
Produits	23 565	24 400	71 317	77 839
Bénéfice net	3 872	3 119	7 921	9 450
Actif à court terme	35 696	42 286	35 696	42 286
Actif à long terme	3 318	2 961	3 318	2 961
Passif à court terme	16 890	15 752	16 890	15 752
Passif à long terme	1 019	667	1 019	667

SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers intermédiaires consolidés pour les périodes de trois et de neuf mois terminées les 30 juin 2010 et 2009 ne sont pas vérifiés et comprennent tous les ajustements que la direction juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

La présentation d'informations par voie de notes dans les états financiers intermédiaires n'est pas conforme à tous les égards aux PCGR du Canada pour les états financiers annuels consolidés. Ainsi, les états financiers intermédiaires consolidés doivent être lus avec les états financiers annuels consolidés de la Société de l'exercice terminé le 30 septembre 2009. Les présents états financiers intermédiaires consolidés ont été préparés selon les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que celles des états financiers annuels consolidés de l'exercice terminé le 30 septembre 2009, à l'exception des nouvelles conventions comptables adoptées le 1^{er} octobre 2009.

Certains chiffres correspondants de la période précédente ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période écoulée et ont été retraités à l'adoption du chapitre 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle ».

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Le 1^{er} octobre 2009, la Société a choisi d'adopter de manière anticipée les chapitres qui suivent du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (« ICCA ») publiés en janvier 2009 puisqu'ils se rapprochent principalement des IFRS et des PCGR des États-Unis :

- a) Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Les dispositions de ce chapitre sont semblables à celles de l'IFRS 3 (révisée), *Regroupements d'entreprises*, et à celles de l'Accounting Standards Codification (« ASC ») Topic 805, *Business Combinations*, selon les PCGR des États-Unis. Selon le nouveau chapitre, dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, l'acquéreur comptabilise la plupart des actifs acquis et des passifs pris en charge au moment de l'acquisition à leur juste valeur à la date d'acquisition, y compris les participations ne donnant pas le contrôle et les contreparties conditionnelles. La variation ultérieure de la juste valeur des contreparties conditionnelles classées à titre de passifs est comptabilisée en résultat. Les coûts liés à l'acquisition et à la restructuration doivent aussi être passés en charges à mesure qu'ils sont engagés plutôt que capitalisés comme une composante du regroupement d'entreprises. De plus, les actifs d'impôts futurs non comptabilisés antérieurement liés à l'entreprise acquise doivent être comptabilisés en résultat après le regroupement d'entreprises plutôt que portés en réduction de l'écart d'acquisition.
- b) Le chapitre 1601, « États financiers consolidés », et le chapitre 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle », remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale. Les dispositions de ces chapitres sont semblables à celles de l'International Accounting Standards 27 (révisée), *États financiers consolidés et individuels*, selon les IFRS et à celles de l'ASC Topic 810, *Consolidation*, selon les PCGR des États-Unis. Selon le chapitre 1602, la Société doit présenter les participations ne donnant pas le contrôle comme un élément distinct des capitaux propres aux bilans consolidés plutôt qu'à titre de passif. Les opérations entre une entité et une participation ne donnant pas le contrôle sont traitées comme des opérations portant sur les capitaux propres. De plus, la répartition du bénéfice net et du résultat étendu entre les actionnaires de la Société et les participations ne donnant pas le contrôle est présentée de manière distincte dans les états consolidés des résultats et du résultat étendu. Auparavant, les participations ne donnant pas le contrôle étaient comptabilisées en déduction du bénéfice net et du total du résultat étendu.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables de la Société comprennent celles qui sont décrites à la note 2 afférente aux états financiers annuels consolidés vérifiés au 30 septembre 2009, de même que toute modification de convention comptable décrite à la note 1 afférente aux états financiers intermédiaires. La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur le montant des actifs et des passifs et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

des états financiers consolidés ainsi que sur les montants des produits et des charges constatés au cours de la période considérée. Étant donné que la présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

On considère qu'une estimation comptable est importante si elle repose sur des hypothèses que la direction a dû faire au moyen de renseignements très incertains au moment où l'estimation a été formulée, si plusieurs estimations différentes auraient raisonnablement pu être utilisées pour la période considérée, ou encore si on peut raisonnablement s'attendre à ce que l'estimation comptable subisse des modifications qui pourraient avoir une incidence importante sur notre situation financière, sur l'évolution de notre situation financière ou sur nos résultats d'exploitation.

Éléments sur lesquels les estimations ont une incidence	Bilans consolidés	États consolidés des résultats			
		Produits	Coûts des services et frais de vente et d'administration	Amortissement/Dépréciation	Impôts sur les bénéfices
Écart d'acquisition	X			X	
Impôts sur les bénéfices	X				X
Éventualités et autres passifs	X		X		
Passifs liés aux intégrations	X		X		
Constataion des produits	X ¹	X			
Rémunération à base d'actions	X		X		
Crédits d'impôt à l'investissement et programmes gouvernementaux	X		X		
Dépréciation d'actifs à long terme	X			X	

¹ Débiteurs, travaux en cours et produits reportés.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, au niveau de l'unité d'exploitation visée, au moins une fois l'an et en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de recouvrer sa valeur comptable. Les tests de dépréciation nécessitent une comparaison entre la juste valeur et la valeur comptable de chaque unité d'exploitation. Les unités faisant l'objet d'un test de dépréciation sont nos trois secteurs d'exploitation. L'estimation de la juste valeur d'une unité d'exploitation se fonde sur l'analyse des flux de trésorerie actualisés au moyen d'hypothèses importantes approuvées par la direction telles que les flux de trésorerie futurs, les prévisions relatives à la croissance, les valeurs finales, les taux d'actualisation et les données du secteur. Toute modification des estimations utilisées pourrait avoir une incidence importante sur le calcul de la juste valeur et de la perte de valeur qui en résulte. Des modifications importantes aux estimations ou aux hypothèses servant aux tests de dépréciation de l'écart d'acquisition n'auraient pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

Impôts sur les bénéfices

La Société établit les actifs et les passifs d'impôts exigibles et futurs conformément aux lois de l'impôt sur les bénéfices en vigueur ou pratiquement en vigueur qui s'appliqueront vraisemblablement au moment où il est prévu que l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les lois et règlements de l'impôt sur les bénéfices qui s'appliquent sont soumis à l'interprétation de la Société, qui évalue périodiquement la valeur finale de réalisation des impôts futurs résultant d'écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs ainsi que des pertes fiscales reportées. Pour déterminer s'il est plus probable qu'improbable qu'un actif d'impôts futurs se réalisera, la Société doit estimer ses revenus imposables futurs. Les montants ultimes des impôts futurs et de la provision pour impôts pourraient différer substantiellement des montants présentés au bilan, car ils dépendent des résultats d'exploitation futurs de la Société ainsi que de ses interprétations des lois fiscales.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

Éventualités et autres passifs

La Société comptabilise des charges à payer pour tenir compte des coûts de restructuration et d'intégration des entreprises qu'elle a acquises et d'autres passifs dont l'estimation repose en grande partie sur le jugement. Quand la Société établit une provision en marge d'une poursuite entamée ou éventuelle, d'obligations liées à une garantie ou d'autres passifs possibles, elle se fonde sur la possibilité d'un gain ou d'une perte qui demeurera incertaine jusqu'à ce qu'un ou plusieurs événements se réalisent ou ne se réalisent pas. La résolution de cette incertitude peut confirmer la diminution ou la constatation d'un passif. La Société calcule les charges à payer sur la base des précédents historiques, des tendances courantes et d'autres hypothèses qui lui semblent raisonnables dans les circonstances.

Passifs liés aux intégrations

Les passifs liés aux intégrations se composent surtout de provisions associées à des baux visant des locaux que des entreprises acquises occupaient et que la Société a l'intention de quitter. La direction de la Société estime les coûts liés à la résiliation des baux à la date de l'acquisition de l'entreprise et rectifie la provision initiale dès qu'elle obtient tous les renseignements pertinents. Les taux d'actualisation et la possibilité de sous-louer les locaux à des tiers font partie des principales hypothèses utilisées pour déterminer cette provision. Pour calculer la valeur actualisée des paiements prévus, la Société a utilisé l'hypothèse que le taux d'actualisation correspondrait au taux d'intérêt applicable à ses billets non garantis. La possibilité de sous-louer les bureaux inoccupés a été évaluée sur la base de l'expérience de la direction de la Société et des connaissances de ses conseillers relativement aux régions considérées et aux caractéristiques des locaux. De plus, à la date de clôture de chaque période comptable, la Société estime les charges liées aux bureaux fermés dans le contexte de son programme de restructuration.

De plus, diverses réclamations et poursuites ont été entamées contre la Société dans le cours normal de ses activités ou héritées d'entreprises acquises. Certaines de ces procédures pourraient occasionner des dommages-intérêts importants. La Société détermine s'il est pertinent de comptabiliser une perte ou de faire état de la réclamation ou de la poursuite dans ses états financiers consolidés en tenant compte, entre autres, de la période durant laquelle les événements sous-jacents à la procédure se sont produits, du degré de probabilité d'une issue défavorable et de la possibilité d'estimer la perte avec une justesse raisonnable.

Constatation des produits

Nos produits sont en majeure partie constatés au moyen de critères qui ne nous obligent pas à recourir à des estimations importantes. Néanmoins, CGI fournit certains services assortis de mécanismes particuliers d'établissement des prix, notamment des contrats à forfait selon la méthode de l'avancement des travaux et des ententes liant la rémunération aux gains réalisés par le client. La méthode de l'avancement des travaux se fonde sur des estimations des coûts et des bénéfices tout au long de l'exécution des ententes, y compris l'estimation des ressources et des coûts nécessaires pour achever les travaux. En outre, s'il est plus probable qu'improbable que les coûts totaux liés à un contrat seront plus élevés que les produits totaux émanant de ce contrat, on comptabilise une provision équivalant à la perte, et ce, dès la période durant laquelle la perte est décelée. Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils en vertu d'ententes liant la rémunération aux gains réalisés par le client sont constatés uniquement dans la mesure où il est prévisible, avec un degré raisonnable de certitude, que les bénéfices résultant de ces ententes atteindront la valeur sur laquelle la constatation des produits repose.

Dans le cas d'accords visant la prestation de services multiples, la Société évalue également si la ventilation des produits entre les diverses prestations correspond à la juste valeur relative de chacune des prestations, telle qu'elle est déterminée au moyen d'estimations internes ou de preuves objectives émanant d'un fournisseur. Elle constate ensuite les produits attribuables à chaque prestation, comme s'il s'agissait de plusieurs contrats distincts visant chacun une seule prestation de services.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

La direction passe régulièrement en revue la rentabilité des accords et les estimations sous-jacentes. En raison de la variation des volumes, des changements technologiques et d'autres facteurs impossibles à prévoir au moment de la conclusion d'un contrat, il peut exister un écart important entre les produits estimés initialement et les produits réellement constatés aux termes d'un accord.

Rémunération à base d'actions

CGI comptabilise son régime de rémunération à base d'actions conformément au chapitre 3870 du *Manuel de l'ICCA*, « Rémunérations et autres paiements à base d'actions ». Conformément aux recommandations de ce chapitre, CGI a décidé d'utiliser le modèle d'évaluation de Black et Scholes pour déterminer la valeur des options attribuées dans le cadre de ses paiements à base d'actions. Ce modèle se fonde, entre autres, sur les variables suivantes : la volatilité prévue de l'action sur la durée des attributions, le taux de déchéance attendu, la durée de vie prévue des options et le taux d'intérêt sans risque. D'autres hypothèses et des circonstances nouvelles pourraient faire varier sensiblement les résultats d'exploitation.

Crédits d'impôt à l'investissement et programmes gouvernementaux

La Société considère les crédits d'impôt remboursables sur les salaires ainsi que les crédits d'impôt sur les frais de recherche et de développement qu'elle reçoit comme des crédits d'impôt à l'investissement, car ils respectent les critères d'admissibilité à ces crédits et aux programmes gouvernementaux. La Société est soumise à des vérifications annuelles visant à déterminer si elle exerce des activités admissibles à des crédits d'impôt en vertu de divers programmes gouvernementaux et, le cas échéant, les montants auxquels elle a droit. La Société évalue périodiquement les charges admissibles aux crédits d'impôt ainsi que la conformité de ses activités aux critères des programmes gouvernementaux.

Dépréciation d'actifs à long terme

La Société soumet les actifs à long terme, tels que les actifs incorporels et les immobilisations, à un test de recouvrabilité à la fin de chaque exercice dans le cas des solutions d'affaires, ou lorsque des événements ou des changements de situation font en sorte que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Dans le cas des solutions d'affaires, des droits d'utilisation de logiciels et des relations avec les clients, les estimations et hypothèses incluent le calcul de la durée appropriée de la période d'amortissement des coûts capitalisés, sur la base de la vie utile estimative de ces actifs, l'estimation des flux de trésorerie futurs attendus de ces actifs, ainsi que l'évaluation de ces éléments par rapport aux soldes non amortis. Dans le cas des logiciels internes et des immobilisations, on détermine la durée appropriée de la période d'amortissement en estimant le laps de temps pendant lequel la Société pourra utiliser ces actifs de façon continue. Pour évaluer la possibilité de recouvrer les coûts capitalisés des logiciels, la Société doit estimer les produits futurs, les coûts ainsi que les flux de trésorerie futurs, positifs et négatifs. Pour évaluer les possibilités de recouvrement des coûts liés à des contrats, la Société calcule la valeur non actualisée des flux de trésorerie estimatifs du contrat sur sa durée restante et compare le résultat de cette opération à la valeur comptable du contrat. Toute modification aux estimations ou aux hypothèses utilisées dans le cadre des tests de dépréciation des actifs à long terme n'aurait aucune incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

CPN-175

En décembre 2009, l'ICCA a publié l'abrégé 175 des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN-175 »), *Accords de prestations multiples générateurs de produits*, qui modifie le CPN-142, *Accords de prestations multiples générateurs de produits*. Le CPN-175 établit les lignes directrices sur certains aspects de la comptabilisation des accords en vertu desquels la Société exécutera de multiples activités génératrices de produits. En vertu de ce nouvel abrégé, en l'absence d'une preuve objective émanant d'un fournisseur ou d'une preuve émanant d'un tiers à l'égard des prestations aux termes d'un accord, il sera nécessaire d'utiliser la meilleure estimation du prix de vente afin de séparer les prestations et de répartir la contrepartie liée à l'accord au moyen de la méthode du prix de vente relatif. Le CPN-175 comprend également de nouvelles exigences de présentation quant à l'incidence de l'application de la méthode du prix de vente relatif sur le moment et le montant de la constatation des produits. Le CPN-175 est applicable de façon prospective, mais

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

peut être adopté de façon rétrospective, et s'applique aux accords de prestations générateurs de produits qui seront conclus ou modifiés significativement au cours des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. L'adoption anticipée est également permise, mais si elle a lieu au cours d'une période intermédiaire, elle nécessite une application rétrospective depuis le début de l'exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption du CPN-175 sur les états financiers consolidés.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'adopter les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») pour l'établissement des états financiers relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Par conséquent, notre premier trimestre selon les IFRS sera la période de trois mois se terminant le 31 décembre 2011.

Afin de se préparer à ce changement, la Société a élaboré un plan de conversion aux IFRS qui comporte quatre phases : diagnostic, évaluation précise de l'incidence, conception, et mise en œuvre. Nous avons terminé l'étape du diagnostic; qui comprenait un examen approfondi des différences entre les PCGR du Canada actuels et les IFRS, ainsi qu'une étude des options possibles en matière d'adoption.

La deuxième étape du plan, qui était en cours depuis février 2009, était achevée à la date du présent rapport. Elle nous a permis de déterminer précisément l'incidence des différences entre les PCGR du Canada et les IFRS. Cette étape a notamment abouti à l'établissement de la documentation à l'appui du raisonnement qui sous-tend les choix initiaux de conventions comptables, les nouvelles informations à fournir, les textes faisant autorité en la matière et l'évaluation quantitative des incidences, le cas échéant. Les implications de notre plan de transition et de conversion ayant été notés, nous avons procédé à l'évaluation des incidences sur les autres volets importants de la conversion; soit les modifications à apporter à nos systèmes informatiques, les exigences en matière de formation et les répercussions sur les activités de la Société, et finalement, tout changement pour assurer l'intégrité du contrôle interne à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information.

Les deux dernières étapes, conception et mise en œuvre, seront mises en œuvre simultanément jusqu'à la date de transition. Ces étapes devraient aboutir à i) l'ajustement ou à la modification des systèmes et processus appropriés; ii) la mise à jour et l'élaboration de conventions comptables, contrôles et procédures de communication de l'information et contrôles internes à l'égard de l'information financière et iii) la préparation parallèle de nos états financiers annuels comparatifs selon les PCGR du Canada. La formation se poursuivra, surtout dans les domaines qui auront l'incidence la plus importante sur nos activités. En outre, l'équipe de travail continuera à suivre l'évolution des nouvelles normes comptables et de leurs répercussions sur les choix et les exemptions de la Société à ce jour. En collaboration avec nos vérificateurs externes, nous mettrons également en œuvre une mission de certification visant notre situation financière d'ouverture à la transition.

En plus d'une équipe de travail, nous avons formé un comité directeur sur les IFRS chargé de faire le suivi des progrès et d'approuver les recommandations de l'équipe de travail. L'équipe de travail se réunit toutes les semaines, et le comité directeur, une fois par mois. Le Comité de vérification et de gestion des risques reçoit des rapports tous les trimestres.

Afin de développer une expertise en matière de présentation de l'information financière selon les IFRS à tous les niveaux, la Société a lancé un programme de formation. En plus de la formation technique offerte au personnel financier clé, nous avons offert de la formation aux autres équipes de travail des secteurs financiers et opérationnels tout au long de l'étape en cours. Notre objectif est de développer et de maintenir l'expertise à l'interne et de suppléer, au besoin, en faisant appel à des ressources externes. Tous les trimestres, les membres de notre Comité de vérification et de gestion des risques obtiennent également de la formation sous différents thèmes dans le cadre de chaque réunion. Nous présenterons un compte rendu au conseil d'administration à l'automne 2010.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

La Société a terminé son évaluation de certaines normes, lesquelles sont décrites ci-après. Veuillez prendre note que l'évaluation a été faite en fonction des normes existantes et de la conjoncture économique actuelle et pourrait changer d'ici la date de transition. Nous continuerons de suivre l'évolution des normes et d'apporter les ajustements qui s'imposent afin de nous assurer que les lecteurs sont tenus au courant. En outre, l'information présentée ci-après n'est qu'un bref sommaire des principales incidences de la conversion aux IFRS.

Immobilisations corporelles

Nous avons évalué les IFRS par rapport aux PCGR actuels et n'avons relevé aucune incidence importante sur nos états financiers hormis les obligations d'information additionnelles. La direction continuera d'utiliser le coût historique comme indicateur de mesure et procédera à l'évaluation de la dépréciation à la date de la transition, puis annuellement par la suite si un événement déclencheur survient. En ce qui concerne les systèmes, la direction n'a relevé aucun aspect nécessitant une intervention au cours de l'étape de conception.

Contrats de location

Nous n'avons relevé aucune incidence importante sur nos états financiers hormis la présentation d'informations additionnelles. Au moment de classer les contrats de location-acquisition (ou « contrats de location-financement » en vertu des IFRS), la direction doit exercer son jugement puisque contrairement aux PCGR actuels, aucun seuil quantitatif n'est prescrit. À la suite de l'évaluation effectuée dans le cadre de l'étape d'évaluation précise de l'incidence, nous avons conclu que la question du classement ne posait aucun problème. Qui plus est, la Société conclut de moins en moins de contrats de location-exploitation selon les PCGR du Canada. Pour quantifier la valeur d'un contrat de location-financement, les IFRS exigent l'utilisation du taux d'intérêt implicite du contrat de location. Ce traitement diffère des PCGR du Canada qui préconisent l'utilisation du taux d'emprunt marginal du preneur ou, s'il est inférieur, du taux implicite du contrat de location. Après analyse, nous considérons l'incidence sur les finances, les activités et les systèmes comme négligeable pour CGI. Un exposé-sondage sur la comptabilisation des contrats de location selon les IFRS est attendu à la fin de 2010 et si adopté aurait comme incidence la comptabilisation de tous les contrats de location au bilan.

Instruments financiers

Nous n'avons relevé aucune incidence importante relativement à la comptabilisation et à la présentation de l'information. Il existe certaines différences entre les PCGR actuels et les IFRS pour définir le classement des actifs financiers et des passifs financiers, mais ces différences n'ont aucune incidence sur le classement effectué actuellement par la Société selon les PCGR du Canada. Les relations de couverture désignées qui sont admissibles à la comptabilité de couverture selon les PCGR du Canada sont également admissibles selon les IFRS; toutefois, l'information relative aux relations de couverture devra être retouchée pendant l'étape de conception pour la rendre conforme aux exigences des IFRS au moment de la transition.

Consolidation

Nous n'avons relevé aucune incidence importante sur nos états financiers. Les entités du Groupe CGI consolidé appliquent les mêmes conventions comptables et ont des périodes de présentation de l'information financière correspondantes selon les PCGR actuels. Selon les IFRS, les participations ne donnant pas le contrôle sont initialement comptabilisées à la juste valeur, contrairement à la valeur comptable selon les PCGR du Canada. Cependant, cette différence ne devrait pas avoir d'incidence importante puisque la Société ne compte qu'une seule participation ne donnant pas le contrôle. L'incidence sera quantifiée au moment de l'évaluation des regroupements d'entreprises. Tel qu'il est indiqué ci-dessus, nous avons décidé d'adopter de façon anticipée les chapitres 1601 et 1602 du *Manuel de l'ICCA*, dont les dispositions sont semblables à celles de l'International Accounting Standards 27 (révisée), selon les IFRS.

Change

De plus, nous avons évalué les IFRS par rapport aux PCGR que nous utilisons actuellement à l'égard des opérations de change et n'avons relevé aucune incidence importante sur nos états financiers. Nous avons réévalué les monnaies fonctionnelles de chacune des entités de CGI, revu les concepts de conversion des devises et conclu qu'aucun ajustement n'était nécessaire.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

Dotation aux provisions

Nous nous attendons à ce que le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les passifs à long terme soit touché, mais nous ne prévoyons aucun impact significatif pour la Société. La Société devra ajuster la présentation de l'information financière sur la dotation aux provisions conformément à leur classement. Bien que les seuils des critères de comptabilisation et d'évaluation aient été resserrés selon les IFRS, nous estimons qu'ils auront peu d'incidence sur nos états financiers.

Regroupements d'entreprises

Nous avons adopté de manière anticipée le chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA* le 1^{er} octobre 2009. Cette norme présente des dispositions similaires à celles de l'IFRS 3 (révisée). Nous évaluons actuellement l'incidence des dispositions transitoires des IFRS au moment de la transition.

Actifs incorporels

La norme IAS 38 est semblable au chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, lequel a été adopté par la Société à l'exercice 2009. Toutefois, une différence concernant les taux de capitalisation de la main-d'œuvre interne fait présentement l'objet d'un examen, ce qui pourrait contraindre la Société à accroître la valeur de ses actifs incorporels à la transition aux IFRS. À l'heure actuelle, cette norme ne devrait pas avoir d'incidence importante sur la Société.

Dépréciation

La dépréciation est abordée dans la norme IAS 36 et aura une incidence sur la Société. Contrairement aux PCGR actuels, la dépréciation est calculée en une étape à l'aide d'un taux d'actualisation propre à l'actif. En outre, lors de l'estimation des flux de trésorerie futurs d'un actif, il existe certaines restrictions quant aux éléments dont on peut tenir compte. La probabilité de dépréciation d'un actif est plus élevée en vertu des lignes directrices plus restrictives des IFRS. Toutefois, les IFRS prévoient également la reprise ultérieure de cette dépréciation.

Avantages du personnel

CGI maintient un régime d'avantages postérieurs à l'emploi pour certains des anciens employés retraités d'une entreprise qui a été vendue par la Société. À la transition aux IFRS, la Société comptabilisera tout gain ou perte actuariel directement dans les capitaux propres. Ce montant devrait être négligeable. En outre, étant donné le caractère négligeable de ce régime, nous ne prévoyons aucune modification importante aux informations fournies à son sujet. Selon les IFRS, les indemnités de fin de contrat de travail sont comptabilisées lorsque la Compagnie en fait l'annonce, sans probabilité raisonnable de retrait de la décision, lequel requiert généralement un plan détaillé et la communication formelle des faits. Dans le cadre des étapes de conception et de mise en œuvre, la Société formera ses membres pour assurer la comptabilisation adéquate des indemnités de fin de contrat de travail au cours de la période. À l'exception de ce qui précède, nous ne prévoyons aucune répercussion importante sur les systèmes ou les processus.

Paiements à base d'actions

En ce qui concerne le coût de la rémunération liée aux options sur actions, les IFRS exigent le recours à la méthode d'acquisition graduelle des droits pour les attributions dont la période d'acquisition est supérieure à un an. Présentement, CGI comptabilise ce coût selon la méthode linéaire aux fins des PCGR, mais elle effectue un rapprochement avec la méthode d'acquisition graduelle des droits aux fins des PCGR des États-Unis. Ce changement de méthode n'aura pas d'incidence importante sur les systèmes à la transition. CGI devra appliquer rétroactivement la norme IFRS aux options attribuées dont les droits n'ont pas été acquis. À l'instar d'autres rubriques, nous devons fournir davantage d'informations pour respecter les normes IFRS.

Impôts sur les bénéfices

En ce qui concerne les impôts sur les bénéfices (selon la norme IAS 12), aucun actif ou passif d'impôt différé ne peut être comptabilisé à l'acquisition d'actifs nets qui ne constituent pas des regroupements d'entreprises. À la transition, CGI ajustera ses comptes en conséquence et l'incidence sur son bilan ne sera pas importante. Les processus et les procédures devront être modifiés pour répondre aux obligations d'information additionnelles selon les IFRS, surtout en ce qui a trait à l'historique des actifs et des passifs d'impôt différé.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

Subventions publiques

Les IFRS ne devraient pas avoir d'incidence sur les subventions publiques étant donné que la norme IAS 20 prévoit le même traitement comptable que les PCGR actuels. De plus, la Société n'aura aucune obligation d'information additionnelle, et aucune incidence sur les systèmes ou les processus n'est prévue.

Coûts d'emprunt

La norme IAS 23 oblige la Société à capitaliser les coûts d'emprunt liés à certains actifs admissibles. CGI évalue présentement les répercussions en mettant l'accent sur les actifs dont la construction ou le développement prendra plus d'un an. À l'heure actuelle, à la transition aux IFRS, nous ne prévoyons pas que cette norme aura une incidence importante sur nos états financiers.

Présentation

La présentation de l'information est traitée par plusieurs normes comptables internationales, dont la plupart ne présentent pas de différence importante par rapport aux PCGR actuels. À l'instar des autres rubriques, il y aura des obligations d'information additionnelles dans les notes aux états financiers. Dans certains cas, des informations seront permutées entre les notes et les tableaux des états financiers. Selon les IFRS, CGI sera tenue de présenter un état des capitaux propres distinct alors que l'état des bénéfices non répartis sera éliminé.

En ce qui concerne les informations sectorielles, nous ne prévoyons aucune différence par rapport à la présentation actuelle.

Coentreprises

Selon la norme IAS 31 actuelle, les sociétés sont autorisées à comptabiliser toute participation dans une coentreprise soit selon la méthode de la consolidation proportionnelle, soit selon la méthode de la mise en équivalence. CGI comptabilise présentement sa participation dans Innovaposte selon la méthode de la consolidation proportionnelle et ne changera pas de méthode à la transition aux IFRS. Un exposé-sondage propose de seulement permettre la comptabilisation des participations selon la méthode de la mise en équivalence. Nous ne prévoyons pas que la nouvelle norme entre en vigueur avant la date de transition de CGI.

Constatation des produits

La constatation des produits selon les normes IAS 11 et IAS 18 est plus complexe étant donné que les lignes directrices des normes IFRS existantes sont plutôt génériques et ne s'alignent pas nécessairement sur les lignes directrices du secteur d'activité comme cela est présentement le cas pour nombre de normes. Au cours des derniers mois, la Société a passé en revue les lignes directrices des autorités de réglementation de même que les interprétations des cabinets comptables afin d'élaborer un projet de traitement d'après les normes IFRS actuelles. Bien que les normes soient toujours en cours de rédaction et qu'elles pourraient donc changer, la Société continuera de suivre leur évolution et en évaluera les répercussions au cours des prochains mois.

L'*International Accounting Standards Board* et le *Financial Accounting Standards Board* ont récemment publié un exposé-sondage conjoint sur la comptabilisation des produits, et les commentaires seront reçus jusqu'à l'automne 2010. Cette norme est celle qui devrait être en vigueur lorsque CGI publiera ses premiers états financiers selon les IFRS; par conséquent, l'équipe étudie présentement ce document à l'égard des décisions prises récemment dans ce secteur.

L'évaluation de nos choix de conventions comptables ne révèle actuellement aucune incidence importante sur nos principales mesures du rendement, à l'exception des répercussions identifiées plus haut. En ce qui concerne les clauses restrictives de nos conventions d'emprunt, nos choix de conventions comptables selon les IFRS n'entraînent pour l'instant aucun changement important dans les postes des états financiers compris dans les calculs.

RISQUES ET INCERTITUDES

Nous envisageons les perspectives d'avenir à long terme de la Société avec confiance. Néanmoins, il faut tenir compte des risques et incertitudes décrits ci-dessous, qui pourraient avoir une incidence sur notre capacité de réaliser notre vision

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

stratégique et nos objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération lors de l'évaluation du potentiel de la Société à titre de placement.

RISQUES DE MARCHÉ

Risque économique – L'intensité des activités de nos clients, qui est tributaire de la conjoncture économique, a une incidence sur nos résultats d'exploitation. Nous ne pouvons prédire ni les répercussions de la conjoncture économique sur nos revenus futurs ni le moment où une reprise marquée surviendra. Durant les périodes de récession, nos clients et nos clients éventuels peuvent annuler, réduire ou reporter des contrats en cours, ou encore retarder l'octroi de nouveaux mandats. Généralement, les entreprises réduisent aussi l'ampleur des projets informatiques qu'elles entreprennent durant les périodes de difficultés économiques; ce qui se traduit par une réduction du nombre d'implantations technologiques et de l'importance des mandats. En raison du nombre plus restreint de mandats durant un ralentissement, la concurrence s'intensifie ordinairement. Il peut alors arriver que les prix diminuent si certains concurrents, surtout ceux qui disposent de ressources financières importantes, réduisent leurs taux pour maintenir ou accroître leur part du marché. De telles circonstances pourraient déclencher des ajustements de prix visant à respecter les dispositions de nos contrats relatives à l'étalement. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse de nos prix, de nos produits et de notre rentabilité.

RISQUES LIÉS À NOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Concurrence pour l'obtention des contrats – CGI évolue dans un marché mondial où la concurrence entre les fournisseurs de services en TI est vive. Certains de nos concurrents ont de plus grandes ressources financières, de meilleures capacités de mise en marché et de vente ou une plus grande portée dans certaines régions, ce qui leur permet de mieux livrer concurrence pour les nouveaux contrats. Dans certains marchés spécialisés, régionaux ou métropolitains, nos concurrents sont des petites entreprises qui possèdent des capacités spécialisées et qui peuvent fournir des services plus efficacement sur le plan économique. Certains de nos concurrents ont une plus grande présence que nous dans des pays où les coûts sont moins élevés, ce qui peut leur permettre d'offrir des services dans le monde entier à des conditions plus favorables. L'intensification de la concurrence parmi les entreprises de services en TI se traduit souvent par une pression sur les prix. Rien ne garantit que nous réussissions à fournir suffisamment de services de qualité à prix concurrentiel pour nous permettre de maintenir ou d'accroître notre part de marché.

Durée du cycle de vente des grands contrats d'impartition – Les contrats d'impartition devenant de plus en plus considérables et complexes, la Société constate un allongement des cycles de vente qui durent de 12 à 24 mois. L'allongement du cycle de vente pourrait nous empêcher d'atteindre nos cibles de croissance annuelles.

Disponibilité et conservation de professionnels de TI qualifiés – Le personnel qualifié fait l'objet d'une forte demande au sein du secteur des TI. Par conséquent, nous devons continuer à attirer et à fidéliser du personnel hautement compétent. Si nos programmes complets visant le recrutement et la conservation de professionnels qualifiés et dévoués ne nous permettent pas d'avoir un nombre suffisant d'employés bien formés et qualifiés pour servir les besoins de nos clients, nous pourrions devoir nous tourner vers la sous-traitance ou les mutations pour combler l'écart. Ces mesures pourraient entraîner une hausse des coûts, ce qui exercerait une pression sur notre marge.

Capacité de l'entreprise de développer et d'élargir sa gamme de services pour suivre l'évolution de la demande et les tendances technologiques – En raison de l'évolution rapide du secteur des technologies de l'information et de la baisse constante des coûts d'acquisition et de maintien d'une infrastructure de TI, nous devons anticiper la transformation des besoins de nos clients. Pour ce faire, nous devons adapter nos services et nos solutions de manière à conserver et à améliorer notre avantage concurrentiel et à préserver notre capacité à fournir des services rentables. La concurrence est féroce sur le marché des services et des solutions que nous offrons, et rien ne garantit que nous réussissions à croître et à adapter nos activités en temps opportun. Si nous tirons de l'arrière, notre capacité à garder nos clients et à en attirer de nouveaux pourrait en souffrir, ce qui pourrait exercer des pressions sur nos revenus, notre marge bénéficiaire et les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation connexes.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

Risque d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui – Malgré nos efforts, les mesures que nous mettons en place pour nous assurer que nos services et nos offres ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui pourraient ne pas être efficaces, et, par conséquent, il peut arriver que des poursuites alléguant une violation de ces droits soient intentées contre nous ou nos clients. Nous établissons des contrats de licence visant le droit d'utiliser la propriété intellectuelle et pouvons par ailleurs consentir des indemnisations à l'égard de la responsabilité et des dommages-intérêts résultant des réclamations de tiers touchant des manquements relativement aux brevets, droits d'auteur, marques de commerce ou secrets commerciaux concernant notre propriété intellectuelle, nos logiciels ou d'autres solutions mises au point pour nos clients. Dans certaines circonstances, le montant de ces demandes d'indemnisation pourrait être plus élevé que les revenus provenant du client. Les réclamations et les poursuites visant la propriété intellectuelle pourraient entraîner des coûts élevés et des pertes de temps importantes, ternir notre réputation, nous obliger à conclure des ententes supplémentaires en matière de redevances et de licence, ou nous empêcher d'offrir certaines solutions ou certains services. Si nous étions empêchés de vendre ou d'utiliser des solutions ou des services incorporant un logiciel ou une technologie faisant l'objet d'un litige, cela pourrait nous faire perdre des produits ou nous obliger à assumer des charges supplémentaires afin de modifier ces produits et services avant de les intégrer à de nouveaux projets.

Clauses d'étalonnage dans certains contrats – Certains contrats d'impartition permettent aux clients d'utiliser, pour certains services précisés dans le contrat, des mécanismes d'établissement des prix fondés sur l'étalonnage des prix exigés, pour des services similaires, par d'autres fournisseurs formant un groupe de comparaison valable. Ces mécanismes tiennent compte des caractéristiques uniques de l'environnement de chaque client, et, si les résultats indiquent la présence d'un écart supérieur au seuil de tolérance convenu, nous pouvons être tenus de travailler avec le client afin d'établir une nouvelle grille de prix pour les services.

Risques liés à la protection de nos droits de propriété intellectuelle – Notre réussite est tributaire, entre autres, de notre capacité de protéger nos méthodes, processus, savoir-faire, outils et techniques exclusifs, ainsi que d'autre propriété intellectuelle dont nous nous servons pour fournir nos services. En règle générale, les solutions d'affaires de CGI sont protégées par droit d'auteur, et elles sont brevetées dans certains cas. Bien que CGI prenne des mesures raisonnables pour protéger et faire valoir ses droits de propriété intellectuelle, rien ne garantit que ces mesures seront adéquates ou qu'il sera possible de les faire respecter. Le coût lié au respect de nos droits peut être considérable et peut ne pas s'avérer viable sur le plan économique. En outre, il peut arriver que les lois de certains pays où nous exerçons nos activités ne protègent pas entièrement nos droits de propriété intellectuelle. Malgré nos efforts, les mesures que nous prenons pour protéger nos droits de propriété intellectuelle peuvent s'avérer insuffisantes pour prévenir ou décourager les atteintes à ces droits ou empêcher l'appropriation illicite de notre propriété intellectuelle. Il peut aussi arriver que nous ne détectons pas l'utilisation non autorisée de notre propriété intellectuelle ou que nous ne prenons pas les mesures convenables pour assurer le respect de nos droits de propriété intellectuelle.

RISQUES LIÉS À NOTRE ENTREPRISE

Fluctuations liées aux secteurs d'activité – Les acquisitions et d'autres transactions peuvent faire fluctuer la composition de nos produits en ce qui a trait à l'apport relatif des projets de plus courte durée (les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils) et à celui des contrats de plus longue durée (les mandats d'impartition). Si le poids relatif des projets d'intégration de systèmes et de services-conseils augmentait, il pourrait en résulter une variation plus prononcée des produits d'une période à l'autre.

Risque financier et risque d'exploitation associés aux marchés internationaux – Nous gérons des activités dans de nombreux pays dans le monde. L'envergure de nos activités internationales nous rend tributaires de plusieurs facteurs qui pourraient intervenir : les fluctuations des taux de change; le fardeau résultant de l'obligation d'observer un vaste éventail de lois nationales et locales différentes; les incertitudes liées à la diversité des cultures et des pratiques commerciales dans les différentes régions du monde; la multiplicité et le caractère parfois contradictoire des lois et des règlements, notamment en matière de fiscalité; la modification des lois en matière de fiscalité, y compris la disponibilité des crédits d'impôt et d'autres incitatifs qui peuvent nuire au coût des services que nous offrons; les pertes d'exploitation que la Société pourrait subir dans certains pays dans le cadre du développement de son infrastructure mondiale de prestation des services et le fait que ces pertes ne seraient pas nécessairement déductibles des revenus aux fins de l'impôt; l'absence, sur

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

certaines territoires, de lois efficaces pour protéger nos droits de propriété intellectuelle; les restrictions sur la circulation d'espèces ou d'autres actifs; les restrictions touchant l'importation ou l'exportation de certaines technologies; les restrictions visant le rapatriement des bénéficiaires; l'instabilité politique, sociale et économique, y compris les menaces liées au terrorisme et aux pandémies. Nous avons mis en place une stratégie d'opérations de couverture visant à atténuer le risque de change. À l'exception des produits financiers utilisés dans le cadre de notre stratégie de couverture, nous ne participons pas au marché des instruments financiers dérivés. N'importe lequel des risques auxquels nos activités internationales nous exposent ou l'ensemble de ces risques pourraient se réaliser et provoquer une baisse de notre rentabilité.

Risque de crédit associé aux débiteurs – Le recouvrement d'une manière efficace et en temps opportun des montants qui nous sont dus nous permet de maintenir nos flux de trésorerie et notre bénéfice net liés aux activités d'exploitation. Les provisions que nous constituons à l'égard du manque à gagner prévu sont fondées sur des estimations faites par la direction et sur notre évaluation de la solvabilité de nos clients, facteurs qui pourraient s'avérer inadéquats à la lumière des résultats réels. Si nous ne fournissons pas nos services conformément aux modalités de nos contrats et selon les attentes raisonnables des clients, et si nous ne facturons pas nos services correctement et en temps opportun, nos recouvrements peuvent en souffrir, ce qui peut nuire directement à nos produits, à notre bénéfice net et à nos flux de trésorerie. En outre, un ralentissement économique prolongé peut pousser bon nombre de nos clients à suspendre ou à reporter leurs projets, freiner leur capacité à payer pour les services déjà rendus et, éventuellement, entraîner un manquement à leurs obligations en vertu des contrats existants, chacune de ces éventualités pouvant donner lieu à une baisse des produits et nuire à nos perspectives.

Changements importants touchant les principales entreprises clientes, résultant par exemple de l'évolution de leur situation financière, de fusions ou d'acquisitions d'entreprises – Le regroupement de nos clients en raison de fusions et d'acquisitions peut entraîner une perte ou une baisse de nos activités si la nouvelle société confie ses besoins en technologies de l'information à un autre fournisseur de services ou décide d'internaliser ces fonctions. Si les besoins en technologies de l'information d'un client s'accroissent en raison d'acquisitions ou d'activités, nous pourrions ne plus avoir la portée géographique ou la masse critique pour servir le client efficacement, ce qui se traduirait par la perte du client et nuirait à nos perspectives. Rien ne garantit que nous soyons en mesure d'atteindre nos objectifs de croissance visant à maintenir et à accroître notre portée géographique et notre masse critique dans les marchés que nous ciblons.

Risque de résiliation anticipée des contrats – Si nous n'exécutons pas nos mandats conformément aux ententes contractuelles conclues avec nos clients, certains clients pourraient décider de résilier leurs contrats avant la date d'échéance prévue, ce qui aurait pour effet de réduire notre bénéfice ainsi que nos flux de trésorerie et pourrait avoir une incidence sur la valeur de notre carnet de commandes. En outre, certains de nos contrats d'impartition comportent des dispositions permettant aux clients de les résilier pour des raisons de commodité, en cas de changement d'intention de leur part ou en cas de changement de contrôle de CGI. La résiliation anticipée de contrats peut également découler de l'exercice d'un droit légal ou de circonstances qui échappent à notre volonté ou à celle de nos clients et qui empêchent la poursuite du contrat. En cas de résiliation anticipée, nous pourrions ne pas être en mesure de recouvrer les coûts capitalisés liés au contrat ni d'éliminer les coûts récurrents engagés dans le cadre du contrat.

Risques liés à l'estimation des coûts – Pour que nous puissions dégager des marges acceptables, il faut que nous sachions établir les prix de nos services en nous fondant sur une estimation exacte des coûts et des heures de travail nécessaires pour réaliser les projets ou exécuter les contrats d'impartition à long terme. De plus, une partie substantielle de nos contrats visant la réalisation de projets est exécutée en contrepartie de prix fixes. Dans ces cas, la facturation des travaux s'effectue selon les modalités du contrat signé avec le client, et les produits sont constatés en fonction du pourcentage de l'effort engagé par rapport aux coûts totaux estimés pour la durée du contrat. Nos estimations se fondent sur notre appréciation de l'efficacité avec laquelle nous pourrions déployer nos méthodes et nos professionnels pour réaliser le contrat considéré, conformément à notre Cadre de gestion du partenariat client, un ensemble structuré de processus qui aide les équipes à appliquer des normes homogènes d'excellence à tous les contrats. Si nous n'appliquons pas le Cadre adéquatement, si nous ne réussissons pas à estimer correctement le temps ou les ressources nécessaires pour remplir nos obligations au titre d'un contrat, ou si des facteurs imprévus surviennent, y compris certains facteurs indépendants de

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

notre volonté, il peut y avoir des répercussions sur les coûts ou les calendriers de réalisation, ce qui nous empêcherait d'atteindre les marges bénéficiaires prévues.

Capacité de nos partenaires de respecter leurs engagements – En raison de l'envergure et de la complexité croissantes des contrats, il se peut que nous devions nous appuyer sur des sous-traitants externes, y compris des fournisseurs de logiciels et de matériel, pour respecter nos engagements. Le cas échéant, notre réussite dépend de la capacité de ces tiers à remplir leurs obligations conformément aux budgets et aux calendriers convenus. Si nos partenaires ne s'acquittent pas de leurs obligations, notre aptitude à exécuter un contrat peut être compromise, ce qui peut avoir une incidence défavorable sur notre rentabilité.

Risque associé aux garanties – Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes qui peuvent comporter des engagements d'indemnisation ou des garanties lors de transactions telles que la prestation de services-conseils ou de services d'impartition, la cessation d'activités commerciales, les contrats de location ou la constitution d'engagements financiers. Ces engagements d'indemnisation ou garanties peuvent nous obliger à dédommager nos cocontractants des coûts ou des pertes résultant de diverses circonstances telles que le défaut de respecter les engagements ou la violation d'une garantie, l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, les réclamations qui peuvent surgir dans le cadre de la prestation des services ou des poursuites qui pourraient être entamées contre les cocontractants.

Risque associé aux taux d'utilisation des ressources humaines – Si nous voulons maintenir notre marge bénéficiaire, nous devons gérer la charge de travail de nos professionnels, qui doivent avoir un taux d'utilisation élevé tout en étant assez disponibles pour nous permettre d'affecter des employés additionnels aux nouveaux contrats. Pour maintenir un taux d'utilisation efficace, nous devons prévoir la charge de travail de nos professionnels tout en gérant adéquatement les programmes de formation et les taux de départs. Si nous échouons à cette tâche, nos taux d'utilisation peuvent diminuer, ce qui aurait une incidence sur nos revenus et notre rentabilité. Inversement, un manque de ressources entraverait notre capacité d'accroître nos revenus.

Risque associé aux affaires émanant des administrations publiques – Les réorientations des politiques de dépenses publiques ou des priorités budgétaires des gouvernements fédéraux, provinciaux ou étatiques pourraient avoir une incidence directe sur nos résultats financiers. Plusieurs facteurs sont susceptibles de réduire l'ampleur de nos activités auprès des administrations publiques, notamment : la réduction des contrats accordés par les gouvernements à des firmes de services-conseils et de services en TI; une diminution substantielle des dépenses touchant l'ensemble des gouvernements ou certains ministères ou organismes en particulier; l'adoption de nouvelles lois visant les sociétés qui fournissent des services aux gouvernements; les délais d'acquittement de nos factures par les bureaux de paiement gouvernementaux; la conjoncture économique et politique en général. Ces facteurs et d'autres pourraient avoir pour effet de diminuer nos revenus futurs en incitant les ministères et organismes gouvernementaux à diminuer leurs contrats d'achat, à exercer leur droit de mettre fin à des contrats, à émettre des ordres de suspension temporaire des travaux ou à s'abstenir d'exercer leur droit de renouveler des contrats. Notre clientèle du secteur gouvernemental est très diversifiée, puisque nous avons des contrats en vigueur avec plusieurs ministères et organismes gouvernementaux différents aux États-Unis et au Canada. Néanmoins, en cas de réduction des dépenses des gouvernements ou de compressions budgétaires au sein de ces ministères et organismes, il pourrait arriver que la rentabilité continue de ces contrats ou la possibilité d'obtenir des contrats supplémentaires des mêmes sources soient compromises.

Poursuites liées à nos travaux – Nous créons, déployons et entretenons des solutions en TI qui sont souvent essentielles aux activités commerciales de nos clients. Il peut arriver que des retards imprévus, des renégociations, de nouvelles exigences des clients ou des retards dans la réalisation des projets nous empêchent de réaliser de grands projets de la manière prévue. En outre, les solutions que nous créons peuvent comporter des défauts qui nuisent à leur performance, ne pas répondre aux besoins de nos clients ou ne pas offrir un service acceptable. De tels problèmes pourraient donner lieu à des poursuites qui auraient une incidence défavorable sur nos activités commerciales, nos résultats d'exploitation, notre situation financière et notre réputation professionnelle. Nos contrats comportent ordinairement des dispositions limitant le risque de poursuites liées à nos services et aux applications que nous élaborons. Il se pourrait que ces dispositions ne nous

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

protègent pas adéquatement ou ne soient pas applicables dans certaines circonstances ou en vertu des lois en vigueur à certains endroits.

Risques associés à l'information et à l'infrastructure – Dans le cadre de nos activités, les applications et les renseignements de nos clients, y compris leurs renseignements exclusifs, doivent souvent être traités et enregistrés sur nos réseaux et nos systèmes, ainsi que dans des centres de traitement des données que nous gérons. La perte, le vol ou la destruction des renseignements numériques et de matériel connexe, de même que la défaillance du matériel ou des systèmes, peuvent entraîner l'interruption temporaire de nos services. Les défaillances peuvent découler de l'erreur humaine dans un cadre de fonctionnement normal, d'entretien ou de mise à niveau, d'actes de piratage, de vandalisme (y compris les attaques par déni de service et les virus), de vol ou d'accès non autorisé par des tiers, ainsi que de pannes de courant et surtensions, inondations, incendies, catastrophes naturelles ou autres. Les mesures que nous prenons pour protéger les renseignements et les logiciels, y compris les contrôles physiques et logiques d'accès aux locaux et aux renseignements ainsi que les systèmes d'appoint, peuvent ne pas prévenir la perte, le vol ou la destruction des renseignements de nos clients ni les interruptions de service. Ces événements peuvent entraîner une perte financière ou des dommages.

Risque d'atteinte à notre réputation – Notre capacité à livrer concurrence efficacement dans le marché des services de TI dépend de notre réputation à titre de fournisseur de services et de partenaire à long terme compétent et digne de confiance. La nature de nos activités nous expose au potentiel de perte et de destruction des renseignements de nos clients, d'accès non autorisé à ceux-ci ou d'interruptions temporaires de service. Selon la nature des renseignements ou des services en question, ces événements peuvent nuire à la perception de la Société sur le marché. Le cas échéant, notre capacité à attirer de nouveaux clients et à conserver les clients existants pourrait s'en ressentir, ce qui aurait une incidence sur nos revenus et notre bénéfice.

Risques associés aux acquisitions – Le succès de notre stratégie de croissance est lié pour une bonne part à notre capacité d'acquérir de grandes entreprises qui augmenteront notre masse critique dans certaines régions ciblées ainsi que de plus petites entreprises servant des segments particuliers, afin d'approfondir nos compétences et d'élargir nos offres de service. Dans le cadre de notre stratégie, nous devons trouver des cibles d'acquisition et en évaluer le potentiel à la lumière de nos objectifs financiers et d'exploitation. Nous ne pouvons pas garantir que nous continuerons à trouver des cibles d'acquisition appropriées, que nous réaliserons de nouvelles acquisitions qui satisfont à nos critères économiques ni que les sociétés que nous acquerrons s'intégreront harmonieusement à CGI et augmenteront tangiblement la valeur de l'entreprise conformément aux attentes. En l'absence d'acquisitions supplémentaires, il est peu probable que notre croissance future corresponde à notre croissance passée ou aux prévisions de croissance.

Risques associés à l'intégration de nouvelles activités – La direction doit consacrer beaucoup de temps et d'attention à l'intégration des nouvelles activités découlant de notre stratégie d'acquisition ou d'importants contrats d'impartition. Le temps que consacrent les membres de la direction aux activités d'intégration peut nuire à leurs tâches habituelles, ce qui pourrait exercer une pression sur les revenus et le bénéfice de nos activités existantes. De plus, la tâche que la direction est appelée à accomplir afin d'instaurer des normes, des mécanismes de contrôle, des procédures et des politiques uniformes dans toutes les nouvelles activités afin de les harmoniser avec nos unités d'affaires existantes est fort complexe et potentiellement accaparante. Les activités d'intégration peuvent occasionner des difficultés d'exploitation inattendues, des dépenses non planifiées et des problèmes de responsabilité. Si nous ne réussissons pas à exécuter notre stratégie d'intégration en temps opportun et de manière efficace sur le plan des coûts, nous aurons de la difficulté à atteindre nos objectifs de croissance et de rentabilité.

Risques de liquidité et de financement – La croissance de la Société dépend du succès de sa stratégie d'entreprise, laquelle dépend quant à elle de la conclusion d'importants contrats d'impartition et d'acquisitions d'entreprises. De par sa nature, notre stratégie de croissance exige que nous financions les investissements nécessaires au moyen de la trésorerie provenant de nos activités existantes, de montants empruntés en vertu de nos conventions de crédit existantes et éventuelles, ainsi que de l'émission d'actions à même notre capital-actions en faveur des contreparties aux opérations ou du grand public. L'obtention du financement nécessaire dépend de la capacité des marchés financiers à satisfaire nos

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

besoins en temps opportun, en fonction de taux d'intérêt et de cours raisonnables qui s'inscrivent dans le cadre d'objectifs rentables. La hausse des taux d'intérêt, la volatilité du cours de nos actions et la capacité de nos prêteurs actuels à satisfaire nos besoins en liquidités sont autant de facteurs qui peuvent restreindre notre accès au financement dont nous avons besoin. Si nous ne sommes pas en mesure d'obtenir le financement nécessaire, nous pourrions ne pas atteindre nos objectifs de croissance.

INTÉGRITÉ DE LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Il incombe à la direction de maintenir des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôle appropriés, garantissant que les renseignements diffusés à l'intérieur et à l'extérieur de la Société sont complets et fiables. Les responsabilités du conseil d'administration comprennent l'évaluation de l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

La *Politique d'entreprise de CGI en matière de communication de l'information*, document que la Société a officiellement entériné et qui fait partie de ses Textes fondamentaux, vise à sensibiliser le conseil d'administration, la haute direction et les employés à l'égard de l'approche de CGI en matière de communication de l'information. Le conseil d'administration a créé le Comité de supervision de la politique de communication de l'information qui veille à satisfaire aux exigences en matière de communication de l'information des organismes de réglementation et supervise les pratiques de communication de l'information de la Société.

Le Comité de vérification et de gestion des risques de CGI se compose entièrement d'administrateurs indépendants respectant les exigences de la Bourse de New York et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières en matière d'indépendance et d'expérience. Le Comité de vérification et de gestion des risques assume notamment les responsabilités suivantes : a) revoir tous nos documents publics présentant des résultats financiers vérifiés et non vérifiés; b) répertorier et examiner les risques financiers et les risques d'exploitation auxquels nous sommes exposés et revoir les diverses politiques et pratiques ayant pour but de gérer ces risques; c) examiner et évaluer l'efficacité de nos conventions et pratiques comptables en ce qui a trait à la présentation des résultats financiers; d) examiner et surveiller nos procédures, programmes et politiques de contrôle interne, et évaluer leur pertinence ainsi que leur efficacité; e) vérifier la suffisance de nos ressources de vérification interne, y compris le mandat et les objectifs du vérificateur interne; f) soumettre au conseil d'administration de CGI des recommandations relatives à la nomination des vérificateurs externes, s'assurer de leur indépendance, réviser les modalités de leur mission et discuter régulièrement avec eux; g) examiner les procédures de vérification; h) examiner les opérations entre apparentés; i) assumer toute autre responsabilité généralement attribuée aux comités de vérification et de gestion des risques ou qui lui est expressément confiée par notre conseil d'administration.

Conformément à notre rapport annuel de 2009, la Société a évalué, en date du 30 septembre 2009, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière, sous la supervision et avec la participation du chef de la direction et du chef de la direction financière. Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information et les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont appropriés et efficaces, et qu'ils procurent un degré raisonnable d'assurance que les renseignements importants sur la Société et ses filiales consolidées leur seraient communiqués par d'autres personnes au sein de ces entités.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont restreint la portée de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information financière ainsi que des contrôles internes à l'égard de l'information financière afin d'en exclure les contrôles, les politiques et les procédures d'Innovaposte, coentreprise dans laquelle nous détenons une participation de 49 %. Leur conception est exclue de notre évaluation, car la direction n'est en mesure ni de dicter ni de modifier ni, en pratique, d'évaluer les contrôles internes de cette entité à l'égard de l'information financière. Notre évaluation se limite aux contrôles internes liés à l'inclusion de notre quote-part des résultats de la coentreprise dans nos états financiers consolidés. La participation de CGI dans la coentreprise représente 1 % de notre actif total consolidé et 3 % de nos produits consolidés au 30 juin 2010 et pour le trimestre terminé à cette date. Veuillez vous reporter à la page 27 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements à propos d'Innovaposte.

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2010

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2010, aucun changement n'a été apporté qui a eu ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

POURSUITES JUDICIAIRES

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de poursuites, de vérifications, de réclamations et de litiges dans le cours normal de ses activités. Certaines de ces procédures pourraient entraîner des coûts importants. Même si l'issue de ces questions est difficile à prédire avec certitude, la Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.